

# 7 JOURS

L'ÉCO DE LA BRETAGNE

## GO INVEST BRETAGNE

En quête de 36M€  
de financement

## PRIX PYRAMIDES BRETAGNE

Lorient rafle  
6 récompenses

N°5204

18 novembre 2023

Prix : 2 €  
7jours.fr



# C-Log cartonne

**Benoît  
Garçon**  
directeur général





## Bretagne p/4

- Chambre des notaires de la Cour d'appel de Rennes
- Sembreiz
- Go Invest #24
- Carnet
- Prix Pyramides Bretagne

## Ille-et-Vilaine p/10

- En Bref : Aéroport de Rennes ; Silbo ; Biosency ; Radiothérapie à Saint-Malo ; Abattoir AIM
- Les 11 satellites d'Unseenlabs
- Aéronautique : Sogitec
- 6TM, 25 ans
- Carnet
- Joubrel Électricité
- Alliance Française Bretagne

## Morbihan p/18

- Carnets
- En Bref : Funbreizh ; Transports Bruneel ; Izysa
- Porte-conteneurs Windcoop
- Bzh Studio XR : l'audiovisuel en réalité étendue

7 JOURS - L'éco de la Bretagne ; N° 5204 ; ÉDITÉ PAR « 7Jours » SAS au capital de 54 000 € ;

SIÈGE SOCIAL : 1 rue la Chalotais, 35000 RENNES ; TÉL. 02 99 79 39 09 - [www.7jours.fr](http://www.7jours.fr) ; ADRESSE POSTALE : BP 8033 35103 RENNES Cedex 3.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Guillaume LALAU DIRECTRICE : Olivia CLAUDEVILLE

RÉDACTRICE EN CHEF : Laora MAUDIEU ; JOURNALISTES : Djamel BENTALEB, Suzanne BRUNEAU, Sarah SEDRAOUI

CHARGÉE DES CONTENUS DIGITAUX : Karine BARBÉ ; DIRECTION ARTISTIQUE : David PEYS ; MAQUETTISTE / GRAPHISTE : Steven ISRAEL

PUBLICITÉ : Olivia CLAUDEVILLE ; ANNONCES LÉGALES & ABONNEMENTS : Angélique AUBRY, Gwenaëlle MOURIÈRE

PRÉSIDENT HONORAIRE : Jean-Jacques BRÉE

Nous contacter : Rédaction : [redaction@7jours.fr](mailto:redaction@7jours.fr) ; Annonces légales : [annoncelegale@7jours.fr](mailto:annoncelegale@7jours.fr) ; Publicité : [publicite@7jours.fr](mailto:publicite@7jours.fr) ; Direction : [contact@7jours.fr](mailto:contact@7jours.fr)

N° CPPAP 0226 1 83943 / ISSN 2025-6078 / RCS Rennes 589 200 344

IMPRESSION : Corlet Imprimeur, 14110 Condé-sur-Noireau ; Dépôt légal à parution HEBDOMADAIRE : Parution le samedi

PRIX DE VENTE UNITAIRE : 2 € ABONNEMENT 1 AN : 69 € (TVA incluse) : couplage journal + site internet. Membre de RésoHebdoEco.





# SOMMAIRE



©Studio Carlito



## Grand Format p/22

- Entretien avec Benoît Garçon, directeur général de C-Log, logisticien né du Groupe Beaumanoir

## L'œil des experts p/28

- Encadrement juridique des pompes à chaleur, par M<sup>e</sup> Simon Aubin, avocat au barreau de Rennes

## Art de vivre p/32

- Art urbain au musée des Beaux-Arts de Rennes
- Lecture : *Je boirai mon sang* ; *Histoire de Fougères*

## Annonces légales p/35



## Cette semaine nous fêtons nos 100 ans !

**L**e 17 novembre 1923, le premier numéro des *Petites Affiches de Bretagne* paraissait. De format modeste à l'origine (8 pages), *7Jours* connut un fort développement au fil de ce siècle d'existence, grâce à vous, fidèles lecteurs et à l'équipe de rédaction, de mise en page, de relation client des annonces judiciaires et légales, qui s'est employée à faire vivre l'actualité locale, économique, juridique, au plus proche de vos préoccupations. Cette merveilleuse aventure est loin d'être terminée et beaucoup d'événements marquerons 2024. Alors, Joyeux Anniversaire *7Jours* !

La Rédaction



# Chambre interdépartementale des notaires **En place !**

Par Sarah Sedraoui

C'est acté. La Chambre interdépartementale des notaires, résultat de la fusion des 5 chambres départementales (Bretagne et Loire-Atlantique) et du Conseil régional des notaires a été installée début novembre. Pour l'occasion, la nouvelle gouvernance et son fonctionnement ont été présentés.

**L**a chambre interdépartementale des notaires de la cour d'appel de Rennes est officiellement entrée en fonction lundi 13 novembre. Les notaires des Côtes-d'Armor, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique ont élu Anne Fercoq-Le Guen, notaire à Plouaret (22), première Présidente de cette nouvelle instance.

Pour rappel, la chambre interdépartementale des notaires de la cour d'appel de Rennes résulte de la fusion des cinq chambres départementales (Bretagne et Loire-Atlantique) et du Conseil régional

des notaires : près de 1 400 notaires exerçant au sein de plus de 620 offices et assistés de plus de 5 500 collaborateurs.

Ce regroupement intervient également dans le cadre la réforme de la discipline, qui vise à renforcer la confiance du public dans l'action des professionnels du droit.

Ses missions sont variées : accueil des nouveaux notaires, contrôle des études, déontologie et rappel à l'ordre de ceux qui ont failli à leurs fonctions, règlement des différends entre les notaires et leurs clients, organisation des actions de formation des notaires et de leurs collaborateurs...

## Le bureau :

### Jean-Charles Veyrac

Notaire à Saint-Philbert-de-Grand-Lieu (44), 1<sup>er</sup> vice-président, président délégué de Loire-Atlantique ;

**Richard Levionnois** - Notaire à Saint-Gilles (35), vice-président en charge des plaintes et réclamations ;

**Christophe Levard** - Notaire à Perros-Guirec (22), président délégué des Côtes-d'Armor ;

**Anne-Sophie Queinnec** - Notaire à Brest (29), présidente déléguée du Finistère ;

**François-Eric Paulet** - Notaire à Rennes (35), président délégué de l'Ille-et-Vilaine ;

**Philippe Kerrand** - Notaire à Locminé (56), président délégué du Morbihan ;

**Emmanuel Rondeau** - Notaire à Nantes (44), rapporteur ;

**Anne Albert** - Notaire à Lesneven (29), secrétaire ;

**Anne Boucher** - Notaire à Lorient (56), trésorière.

Les vingt-sept membres qui composent la chambre sont élus pour trois ans.

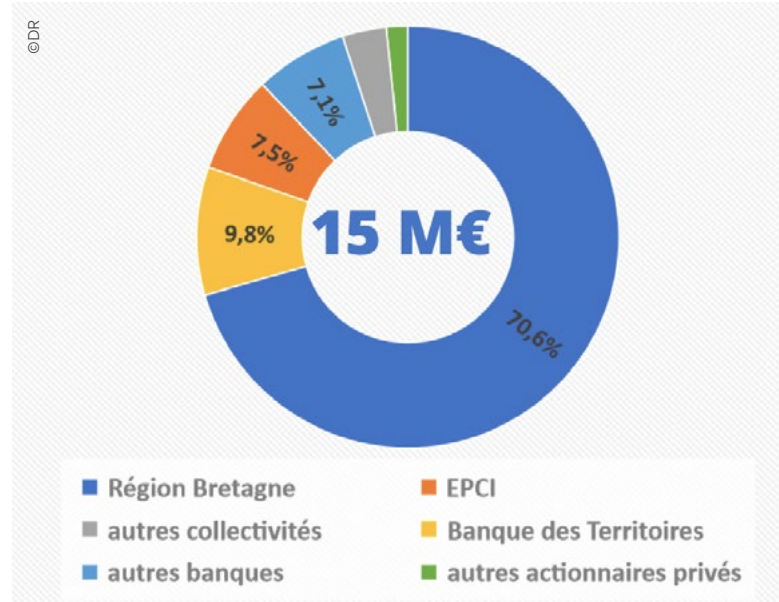


©DR



# SemBreizh augmente son capital

**A**vec 3 730 000 euros de participations supplémentaires, dont 2 millions d'euros apportés par la Région Bretagne et 371 000 euros par la Banque des Territoires, le capital de SemBreizh atteint les 15,1 millions d'euros. L'opération est financée par 32 nouveaux actionnaires : 29 intercommunalités - soit près de la moitié - s'ajoutent à l'agglomération de Redon et Brest métropole déjà actionnaires, les îles de Bréhat et Ouessant, et le groupe Crédit Agricole. Société d'économie mixte, SemBreizh mène des opérations d'aménagement et développement du territoire. Dotée de nouvelles capacités financières et d'une nouvelle gouvernance, la structure pourra accompagner davantage de projets et de transitions. Les EPCI et communes actionnaires sont réunies au sein d'une assemblée spéciale dont deux représentants siègeront au du conseil d'administration de SemBreizh : Jean-François Mary, président de Redon Agglomération et Sandra Le Nouvel, présidente de la Communauté de communes du Kreiz Breizh. Tous deux représenteront les territoires et pourront infléchir sur les décisions prises par le conseil d'administration de SemBreizh.



## LE GROUPE GIBOIRE PARTENAIRE DES ENTREPRISES DU TERRITOIRE

Nos équipes vous accompagnent dans votre projet de location, de vente ou d'acquisition de bureaux.

### BUREAUX À LOUER - EXCLUSIVITÉ



#### NEW LINE

#### BUREAUX DE 3 500 M<sup>2</sup> DIVISIBLES

Boulevard d'Armorique - Rennes

- Immeuble neuf avec terrasses
- 71 parkings privatifs
- Station de métro "Gros Chêne" à 10 min à pieds



#### L'ABBAYE

#### BUREAUX DE 317 M<sup>2</sup>

Centre ville - Rennes

- Immeuble de caractère
- Bureaux de très bon standing
- Accessibilité PMR

GIBOIRE ENTREPRISE ■ 02 23 42 43 44 ■ [giboire.com](http://giboire.com)



# Go Invest #24 Le casse-tête du financement

Pour cette 24<sup>e</sup> édition, 38 startups et entreprises innovantes ont été sélectionnées pour l'évènement Go Invest à **Rennes**. Un « speed-meeting » organisé début novembre au Roazhon Park, avec 42 structures d'investissement, et en face, pour la majorité, des entreprises en quête de leur premier tour de financement, tout cela sur fond de « crise du financement ».

Par **Sarah Sedraoui**

**P**armi les 38 entreprises innovantes prévues à Go Invest cette année : 15 recherchaient plus de 1 million d'euros, 13 entre 500 000 euros et 1 million, et 10 ciblaient moins de 400 000 euros. Pour 36 millions d'euros recherchés au total.

## L'entrepreneuriat attire toujours

« Ce ne sont pas les projets qui manquent ! Il y a toujours des entreprises qui ont des projets, la preuve avec toutes celles présentes aujourd'hui », évoque Daniel Gergès, directeur du Pool. Le nombre des créations d'entreprises a d'ailleurs augmenté de 3,3% sur un an (données Pôle Emploi). Selon un large panel de produits et services innovants, beaucoup en deeptech, mais aussi : santé, maritime, mobilité, cybersécurité, industrie, hardware, agrotech. En 2022, 39 463 entreprises ont été créées en Bretagne, soit 3,7% du total national (1 071 900). Parmi elles ; 56,3% sont des immatriculations de micro-entrepreneurs, 27,4% sont des créations de sociétés et 16,2% sont des immatriculations d'entreprises individuelles classiques.

## Faire face à une « crise du financement »

« La rotation du capital dans le contexte actuel est un peu complexe et il est difficile de savoir quand on va sortir un peu de cette phase de crise du financement des entreprises. Cela fait déjà un an et demi que ça dure », évoque Lucile Bunouf, cofondatrice du groupe Asteryos, représentant la plateforme de crowdfunding MyOptions.

Concrètement, les capitaux n'ont pas disparu, mais sont simplement plus spécialisés. De toute manière, « quand il n'est pas investi par les fonds, l'argent ne rapporte rien. Or, ces fonds d'investissement ont une durée de vie en France. Il y a un cadre légal régi par l'AMF, l'autorité des marchés financiers ».

Les entrepreneurs font ainsi face à une double contrainte : être fortement différenciants, notamment par leur technologie, tout en étant capables de montrer des métriques de traction et de rentabilité - des modèles scalables - (portefeuille de clients, chiffre d'affaires...). Exercice compliqué pour de jeunes fondateurs, « impliquant de passer d'une logique « croissance d'abord et rentabilité ensuite » à une logique « chemin de rentabilité le plus tôt possible et puis croissance maîtrisée » », évoque Daniel Gergès.



**Lucile Bunouf**  
cofondatrice du groupe  
Asteryos

© S. Se - 7 Jours



Une vision partagée par les entrepreneurs. « Clairement, on s'en rend compte dans toutes nos demandes de financement, les critères ont été durcis et depuis un petit moment... », ajoutait ainsi Damien Charalabidis, directeur commercial chez Winnove Medical.



### « Les crises sont cycliques »

« Comme toutes les crises, elle est cyclique, rassure Lucile Bunouf. L'avantage, c'est que nous en avons déjà connu et que nous en sommes sortis. » Une crise provoquée par plusieurs facteurs : « D'abord, la hausse des coûts de l'énergie. Il y a eu une sorte de bulle qui venait des États-Unis avec une perte des capitaux, connectée à la chute des cryptomonnaies... » Une sorte de crise financière post-Covid à laquelle viennent s'ajouter les modèles d'entreprises à impact (environnemental, sociétal).

« On revient aussi de cette période "tous entrepreneurs !" Ceux qui voudront se lancer vont devoir réinventer des modèles. La réalité c'est qu'entreprendre, cela demande quand même des capitaux et que ce modèle à l'américaine de partir d'une idée sans argent est difficilement duplicable à la France », termine Lucile Bunouf.



# Carnet



## Linkcity Grand Ouest

Élodie Gence nommée directrice

Élodie Gence est la nouvelle directrice de Linkcity Grand Ouest, qui comprend les directions régionales de Normandie-Picardie, Bretagne et Pays de la Loire. Linkcity est la filiale de développement et de promotion immobilière de Bouygues Construction.

Diplômée de l'université Paris-Dauphine en 2007, Élodie Gence rejoint Linkcity Île-de-France en 2010 en tant que responsable projet. Après avoir pris en charge le développement des Hauts de Seine, elle prend en 2021 la direction du développement immobilier des projets urbains Linkcity Île-de-France. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, Élodie Gence a déjà mis en place une organisation favorisant la transversalité sur le territoire, en s'appuyant sur les équipes de Normandie Picardie (placées sous sa responsabilité), de Bretagne (sous la responsabilité de Caroline Le Duff) et des Pays de la Loire, (Jessica Violette).

« Reconquérir les métropoles, se rapprocher des collectivités, conserver une relation de proximité et de confiance avec les villes, pour ainsi avancer de concert en développant des projets à faible empreinte environnementale et où les usages y sont au cœur. Autant d'objectifs qui m'animent. Mon expertise sur des territoires très urbanisés est un atout solide que je compte mettre à profit pour répondre aux besoins, en collaboration avec les équipes Bouygues Bâtiment Grand Ouest. »



Promotion  
immobilière

# Lorient rafle la mise aux Pyramides d'Argent

Par Suzanne Bruneau

Lors de la 20<sup>e</sup> édition des Pyramides d'Argent, la Fédération bretonne des promoteurs immobiliers (FPI Bretagne) a récompensé 9 projets immobiliers inspirants, sur le thème « *Le neuf : la réponse au service des territoires* ». La résidence **Safran à Lorient**, du groupe Giboire, a reçu le grand prix régional.

**P**our cette édition 2023, 42 programmes ont été présentés par 12 promoteurs, sur les 39 que compte la Chambre Régionale de Bretagne. « *C'est dans un contexte de crise immobilière qu'intervient cette édition. Notre façon d'affirmer l'engagement permanent de la FPI Bretagne et de toute une profession, au-delà des difficultés économiques conjoncturelles* », indique Nicolas Verpeaux, président de la FPI Bretagne.

Si les candidatures ont émané de toutes les zones de la région, « *avec une couverture géographique beaucoup plus forte que les précédentes années* », le Morbihan, et particulièrement sa préfecture Lorient, a été le grand gagnant, avec 6 récompenses.

Les lauréats concourront aux Pyramides d'Or qui désigneront les meilleurs projets au niveau national, en décembre à Paris.

## Les 9 lauréats

**Pyramide d'Argent - Grand Prix régional - Caisse d'Épargne & Prix du Grand Public – GRDF :**

*Safran à Lorient (56) – groupe Giboire (Rennes) et Hamonic+Masson & Associés (Paris)*

Située sur les rives du Scorff, dans le quartier du Péristyle réaménagé, la résidence comprend 67 logements répartis sur 6 étages. Le chantier a démarré en mars 2023 et les premières livraisons sont prévues pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2025.



©Thibault Le Gal - Studio24b



**Prix de l'innovation industrielle - GIP (Groupement Industriel Promotion) :**  
Jardins Midori au Rheu (35) - Kermarrec Promotion et Atelier L2 (Rennes)

**Prix de l'immobilier d'entreprise - SMABTP (Société Mutuelle d'Assurance du Bâtiment et des Travaux Publics) :**  
Ulteam à Lorient (56) - Seemo (Ploemeur) et Andreatta - Le Pavec Architectes (Lorient)

**Prix de la Conduite responsable des opérations - Apave & Prix de l'impact sociétal - Koregraf :**  
Ilôt Cerdan - Sea Bow à Brest (29) - Icade et Collectif d'architectes Guy Fauvet (Brest)

**Prix du Bâtiment bas carbone - EDF :**  
Ora à Erdeven (56) - Icade et R.G.A. Romain Grégoire (Vannes)

**Prix des Solutions pour l'économie circulaire - Socotec :**  
Empreinte à Saint Avé (56) - groupe Giboire et Agence Rhizome (Rennes)

**Prix rénovation, extension, réhabilitation - Banque Populaire Grand Ouest :**  
Agora à Saint Malo (35) - Groupe Lamotte et a/LTA Architectes - Urbanistes Le Trionnaire - Le Chapelain (Rennes)

**Prix du « Menhir d'Argent » - FPI Bretagne et le Conseil régional des notaires :**  
Le Jade à Rennes (35) - Bougyes Immobilier et Andma Architectures - Nantes



**Prix des « Mains d'Argent » avec la Fédération du bâtiment Bretagne (nouveau 2023) :**

La Saint-Michel à Lorient (56) - Seemo et Vendredi Architecture et Urbanisme (Nantes). Ce prix récompense les démarches RSE sur les chantiers.



**A** 0 g CO<sub>2</sub>/km

B

C

D

E

F

G

Consommation eCitan fourgon (cycle mixte WLTP en Kwh/100km) :  
18,96 Kwh. Émissions (cycle mixte WLTP en g/km) : 0g.

**BPM Pro**

## NOUVEL eCITAN. 100 % ÉLECTRIQUE. VOYEZ PLUS GRAND.

Avec le nouvel eCitan 100 % électrique, profitez de 285 km\* d'autonomie, d'une recharge rapide de 10 à 80 % en 45 minutes\*\*, de 6 airbags de série et du système d'info-divertissement MBUX. Plus d'informations sur [www.bpmgroup.fr](http://www.bpmgroup.fr)

À PARTIR DE 548 € HT<sup>(2)</sup>/MOIS<sup>(1)</sup>

Crédit-bail Ballon 48 mois - 60 000 km.  
ServiceCare Complete inclus.

(1) Simulation pour eCITAN FOURGON LONG PRO avec VIDE-POCHES SUR PLANCHE DE BORD-SIÈGE PASSAGER AVANT À 2 PLACES-CATÉGORIE DE TONNAGE 2 240 KG-BLANC ARCTIQUE, au tarif conseillé du 04/10/2023 de 33 500,00 € HT(2) financé en CREDIT-BAIL BALLON 48 loyers de 546,78 € HT(2) et une option d'achat de 13 965,42 € HT(2). Coût total emprunteur: 39 115,50 € HT(2) hors prestation et assurance ou 40 210,86 € HT(2) avec MB ServiceCare Complete (60 000 km).

Simulation susceptible de devenir une offre, réservée aux professionnels, hors ventes groupées et loueurs, valable sur ce véhicule commandé jusqu'au 31/12/2023, sous réserve d'acceptation par Mercedes-Benz Financial Services France S.A. - 7 av. Niepce - 78180 Montigny-le-Bretonneux. RCS 304 974 249. N° ORIAS 07 009 177. N° ICS FR77ZZ149071.

MB ServiceCare: Contrat Complet (extension de garantie + entretien + pièces d'usures + Mercedes-Benz Consignerie) proposé par Mercedes-Benz France (Société par Actions Simplifiées (SAS), 7, avenue Niepce 78180 Montigny-le-Bretonneux RCS 622 044 287 Versailles) réservés aux véhicules utilitaires légers et véhicules particuliers Combi Mercedes-Benz neufs. Voir conditions auprès de votre distributeur.

(2) TVA au taux en vigueur en sus

\* En cycle mixte WLTP.

\*\* Charge en courant continu acceptant jusqu'à 80kw en option.

Pensez à covoiter.  
#SeDéplacerMoinsPolluer



**Van ProCenter**

RENNES : 60 Rue de La Rigourdière - 35510  
CESSON SEIGNÉ - Tél. : 02 99 83 77 83

SAINT-MALO : Les Sept Pertuis - 35400 SAINT-MALO -  
Tél. : 02 99 81 77 78





## Aéroport de Rennes : un direct pour Marrakech

Opérée par Transavia, la première liaison direct vers Marrakech au départ de l'aéroport Rennes Bretagne (exploité par la CCI Ille-et-Vilaine et Vinci Airports) a été inaugurée fin octobre. Avec cette offre, l'aéroport de Rennes contribue aux déplacements touristiques, aux échanges culturels, au développement économique. Les vols sont prévus chaque dimanche (départ de Rennes Bretagne à 19h20, départ de Marrakech à 15h30) et chaque jeudi (départ de Rennes Bretagne à 18h35, départ de Marrakech à 14h45). Après l'ouverture d'une liaison vers Dublin en septembre, cette nouvelle ouverture de ligne permet de développer l'offre de destinations directement accessibles depuis Rennes. « Cette nouvelle ligne entre l'aéroport de Rennes et Marrakech constitue pour la Bretagne l'atteinte d'un objectif fort, et permet de répondre aux besoins de déplacement marqués avec le Maroc », précisait Chivoine Rem, directeur de l'aéroport Rennes Bretagne.

## Saint-Malo : le nouveau centre de radiothérapie fait réagir

Dans le projet régional de santé de Bretagne 2023-2028, publié par l'Agence régionale de santé (ARS), il est question d'un nouveau centre de radiothérapie, à proximité de l'Institut de cancérologie et de radiothérapie breillien (ICRB) de Saint-Malo. « L'installation d'un nouveau centre de radiothérapie a été prise arbitrairement par l'Agence régionale de santé », déclare la direction de l'ICRB, dans un communiqué. Ce nouvel outil, nécessaire pour l'ARS, est en trop selon l'ICRB, établissement de santé privé qui regroupe cinq radiothérapeutes à Saint-Malo et dix à Saint-Grégoire. Celui-ci estime qu'une nouvelle implantation dans le secteur nuirait à la qualité des soins, car il faut un nombre minimum de patients pour être performant (600 patients par structure de radiothérapie). L'ICRB et le Syndicat National des Radiothérapeutes Oncologues, (SNRO) ont écrit au ministre de la Santé et demandent le retrait de l'autorisation.



## Une 3<sup>e</sup> levée de fonds bouclée pour Silbo

Spécialiste de la gestion de lits et des flux de patients en établissements de santé basé à Rennes, Silbo (2 M€ de chiffre d'affaires en 2023) veut tripler son activité d'ici à 2025. Composée d'une vingtaine de collaborateurs, la société a connu une forte croissance ces trois dernières années et anticipe une nouvelle accélération de la demande en 2024. Elle annonce aujourd'hui un nouvel investissement (dont le montant n'est pas communiqué) de la part de ses actionnaires historiques, le groupe Vivalto Santé et Christophe Boutin, ancien CEO de Maincare Solutions, mais aussi de nouveaux actionnaires du secteur de la santé, dont le groupe MBA Mutuelle. Cette nouvelle levée de fonds va permettre de continuer à structurer la société et d'initier une démarche à l'international alors que les solutions de Silbo sont déjà déployées dans 200 établissements de santé. « Silbo se présente comme la solution d'avenir dans ce segment applicatif peu investi par les grands de l'informatique hospitalière », termine Christophe Boutin.



## Biosency lève 7 millions d'euros

Spécialisée dans les dispositifs médicaux de télésurveillance pour les pathologies chroniques respiratoires, Biosency (34 salariés), annonce une nouvelle levée de fonds de 7 millions d'euros auprès de ses investisseurs historiques, dont Go Capital et des partenaires privés. Depuis sa création en 2017, la startup rennaise innovante a déjà réuni 21 millions d'euros pour sa solution Bora care®. La société a récemment développé une nouvelle solution nommée Bora flow, destinée au suivi des patients équipés de machines de ventilation non invasive. « Notre

récente levée de fonds, combinée à notre présence à l'international, et nos résultats cliniques positifs attestent de notre expertise et accompagnement des patients souffrant de pathologies cardio-respiratoires », précise Marie Pirotais, la présidente de Biosency.



Marie Pirotais,  
présidente de Biosency



## L'État accompagne l'abattoir Aim d'Antrain dans sa reconversion

Depuis 2020, des dysfonctionnements étaient observés par les services de l'État au sein de l'abattoir Aim à Antrain (près de 80 salariés). Créé en 1956, le groupe AIM employait 700 salariés et disposait de 4 sites d'abattage dans l'Ouest, dont celui d'Antrain-Val Couesnon. Malgré l'accompagnement et les aides de l'État, dont une subvention de 1,6 millions d'euros dans le cadre du plan France Relance en 2021 pour effectuer des travaux de modernisation, les dysfonctionnements ont conduit le préfet 35 à notifier un arrêt temporaire des abattages à la fin du mois de septembre 2023. Aujourd'hui, la direction de l'établissement a choisi de cesser l'abattage pour conduire une reconversion du site vers une activité de découpe de viande. L'État va accompagner l'établissement dans cette nouvelle orientation.

## NOTRE SÉLECTION DE LOCAUX D'ACTIVITÉS



### EXCLUSIVITÉ PACÉ

- Local indépendant de 290 m<sup>2</sup>
- Sur un foncier de 1700 m<sup>2</sup>
- Environnement premium
- Grand parking

290 m<sup>2</sup>



### EXCLUSIVITÉ CESSON-SÉVIGNÉ

- Au coeur de l'Ecopole Sud-Est
- Visibilité premium
- Foncier de 1 572 m<sup>2</sup>
- Grand Parking

750 m<sup>2</sup>



### EXCLUSIVITÉ | INDUSTRIALIS CHARTRES-DE-BRETAGNE

- Situé à la Janais
- 4 lots disponibles
- Divisible dès 250 m<sup>2</sup>
- Desservi par le Trambus

40 000 m<sup>2</sup> divisibles



## LA CONNAISSANCE DES TERRITOIRES •

RENNES | BREST | LORIENT/VANNES | NANTES  
BORDEAUX | BAYONNE | TOULOUSE | MONTPELLIER

Tourny Meyer, 318 rue de Fougères, Immeuble le Noven, 35700 RENNES - Transaction sur immeubles et fonds de commerce (loi Hoguet) - conseil en stratégie immobilière de locaux professionnels - CPI N° 3502 2018 000 028 970 délivrées par la CCI d'Ille et Vilaine - Garantie financière : GALIAN 89 rue de la Boetie, 75008 PARIS pour un montant de 120 000 € - La société Tourny Meyer ne doit recevoir ni détenir d'autres fonds, effets ou valeurs que ceux représentatifs de sa rémunération ou de sa commission. Photos non contractuelles - Open space signifie espace ouvert





# Surveillance maritime depuis l'espace

# Unseenlabs lance 2 nouveaux satellites

Par Suzanne Bruneau

Les **Rennais** d'Unseenlabs, spécialiste des nanosatellites de géolocalisation des navires, viennent de lancer *BRO-10* et *BRO-11*, les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> satellites de sa constellation dédiée à la détection des navires en mer.

**L**e lancement s'est déroulé avec succès dans le cadre de la mission Transporter-9, à bord du lanceur Falcon 9 de SpaceX, depuis la base spatiale de Vandenberg en Californie. Ces nouveaux satellites\* renforcent la capacité d'Unseenlabs à fournir des données et des solutions radiofréquences essentielles à une clientèle internationale croissante. L'ajout de ces satellites à la flotte représente non seulement une augmentation de la portée opérationnelle, mais également une amélioration de la capacité à surveiller et caractériser les navires à l'échelle mondiale, soutenant l'engagement de l'entreprise rennaise à protéger les biens et les environnements marins contre les activités illicites et les menaces (pêche illégale, dégazages sauvages, trafic en mer et piraterie).

## « Une étape cruciale »

« Le déploiement de *BRO-10* et *BRO-11* symbolise une étape cruciale dans notre engagement à fournir des

*solutions uniques dans le domaine de la surveillance maritime »,* déclare Jonathan Galic, directeur technique et cofondateur d'Unseenlabs.



« Avec chaque satellite que nous ajoutons à notre constellation, nous ne faisons pas que collecter plus de données ; nous amplifions la profondeur et l'étendue des informations que nous pouvons livrer à la communauté maritime mondiale », indique Clément Galic, CEO.

Acteur majeur du NewSpace, Unseenlabs a réalisé 10 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2022. Actuellement constituée d'une équipe de 70 personnes, l'entreprise prévoit de franchir le cap des 100 collaborateurs au cours de l'année à venir.

\*La technologie d'Unseenlabs, caractérisée par une charge utile compacte de la taille d'une boîte à chaussures mais dotée d'une grande puissance, permet à ses satellites de détecter les émissions électromagnétiques des systèmes électroniques des navires.



# Sogitec à Bruz Des simulateurs en rafale

Par Sarah Sedraoui

Filiale de Dassault Aviation, Sogitec a inauguré une nouvelle unité de production de simulateurs de vol, à Bruz. Pour accompagner son développement, la société veut recruter 80 personnes cette année, dont plus de la moitié à **Bruz**.

Il régnait une ambiance secret-défense lors de l'inauguration de l'extension du site Sogitec, à Bruz. La filiale du groupe Dassault Aviation fabrique des simulateurs de Rafale et Mirage 2000, d'hélicoptères (NH90, Puma, Cougar...) et de drones, vendus dans le monde entier. Forte de près de 300 collaborateurs sur ses deux sites, Bruz et Suresnes - son siège social - l'entreprise espère recruter 80 personnes, principalement pour son unité bruquoise.

## Une nouvelle unité de 2 500 m<sup>2</sup>

« Certains nouveaux contrats Rafale Export concernaient des centres d'entraînement en simulation multicockpits au combat collaboratif, et cela nécessitait une place que nous n'avions plus », précisait André Piaton, directeur général de Sogitec Bruz.

La nouvelle unité d'un peu plus de 2 550 m<sup>2</sup> comprend ainsi deux halls d'intégration et centres de calcul, des bureaux d'étude et de développement, un entrepôt logistique et des salles d'intégration pour les centres d'entraînement collaboratifs.

« Nous avons prévu de produire ici les simulateurs du nouvel hélicoptère Interarmées léger, le Guépard, contrat remporté l'année dernière pour équiper l'armée de l'Air et de l'Espace, la Marine, l'armée de Terre et la gendarmerie. Le numérique est notre spécialité. C'est aussi l'ADN de la région rennais, avec notamment le pôle numérique de la défense et le pôle cyber sécurité. Ces installations vont nous permettre d'honorer les contrats actuels et à venir et pérenniser notre présence à Bruz », terminait André Piaton.

André Piaton, directeur général de Sogitec Bruz



## Historique

Fondée en 1964 en région parisienne, Sogitec (Société générale d'impression technique) était à l'origine dans le domaine de l'imprimerie papier, avant de se tourner vers les outils de traitement de texte et de traitement d'images, et enfin le numérique et l'image. Dès 1977, la simulation se fait une place dans l'entreprise et devient sa plus grosse activité. En 1981, l'antenne Sogitec à Bruz est créée, pour répondre principalement à l'époque aux appels d'offres du CELAR (Centre électronique de l'armement), devenue la DGA-Mi, et installée à Bruz.



# 6TM Nouveau virage pour ses 25 ans

Par Suzanne Bruneau

Depuis 1998, 6TM conseille les entreprises dans leur transformation numérique. Après l'acquisition de deux entreprises en 2019 et 2022, Hegyd (Angers) et Mobizel (Rennes), le groupe rennais franchit de nouvelles étapes de son développement : l'ouverture d'un bureau à Paris et le renforcement de son offre franchises et réseaux.

## Ouverture d'un bureau parisien

Implantée à Rennes, Nantes et Angers, 6TM collabore aussi bien avec des PME, des ETI et des grands comptes (Europcar Atlantique, Guy Hoquet, Fransat, les 24 Heures du Mans, l'Orange Bleue, De Neuville chocolats, Tanguy Matériaux. etc). Si le groupe enregistre déjà 150 clients et un chiffre d'affaires de 7,4 millions d'euros en 2022, l'ouverture d'un bureau commercial à Paris, au sein de la Tour Montparnasse, doit donner un coup d'accélérateur au développement en Île-de-France, en particulier sur les grands comptes.

## Nouveau site

Une nouvelle charte graphique et un nouveau site internet viennent en outre fortifier la visibilité de la société rennaise. « 6TM dévoile une nouvelle identité visuelle "vibrante" dans le but d'incarner l'avenir et de revitaliser visuellement sa marque », évoque Benjamin Lemarié, design manager chez 6TM.



## Franchement sur les franchises

Les équipes de 6TM planchent sur le renforcement de leur offre franchises et réseaux. « Hegyd (entreprise de solutions numériques acquise en 2019 par 6TM, ndlr) est un spécialiste des entreprises en réseaux, franchises, coopératives, etc. Nous nous appuyons sur cette expertise pour développer le segment. Site e-commerce, captation de leads, gestion de flux, store locator, nous avons tous les savoir-faire pour proposer un service packagé », détaille Gaëtan de Moncuit, responsable marketing. Une nouvelle plateforme, permettant aux franchiseurs de gagner en efficacité sur le pilotage de leur réseau, est également en construction. Affaire à suivre.





# Carnet

## Flexirub

### Yoann Roué, nouveau président

Accompagné par Unexo et Bpifrance, l'entreprise Flexirub (fournisseur de solutions pour le bâtiment et les applications environnementales, industrielles et du génie civil) connaît un changement opérationnel et capitalistique. Basé à Saint-Thurial, le groupe compte 62 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires de 11 millions d'euros en 2022.

Le fondateur et dirigeant, Patrick Régnier, transmet le développement à Yoann Roué, ancien directeur général de l'entreprise. Ingénieur génie civil de formation, il a intégré Flexirub en 2009. Directeur technique puis directeur général, il a largement participé à l'industrialisation de l'entreprise. « *En faisant ce choix, je m'assure de la pérennité, la continuité et le développement de l'activité de l'entreprise dans l'intérêt de son personnel et de l'ensemble de ses partenaires* », explique Patrick Régnier, qui accompagne Yoann Roué dans ses nouvelles fonctions jusque fin 2025. Yoann Roué veut poursuivre les innovations autour de l'EPDM (caoutchouc) et l'entreprise travaille d'ores et déjà sur de nombreux projets autour de l'eau qui devraient aboutir en 2024. « *Le secteur de la construction va connaître de nombreux bouleversements ces prochaines années* », conclut Yoann Roué.



©DR



## EXCLUSIVITÉ / 18 CELLULES D'ACTIVITÉS



**À LOUER  
À VENDRE**

**LIVRAISON  
FIN 2024**

**DOL DE  
BRETAGNE**

**À PARTIR DE  
182 M<sup>2</sup>**

Votre conseil en immobilier d'entreprise à **Rennes depuis 20 ans**

**02 99 33 33 33 - [contact@cw-rennes.fr](mailto:contact@cw-rennes.fr)**

# Bâtiment Joubrel Électricité déménagement à Saint-Gilles

L'entreprise familiale créée en 1947 et historiquement basée à Montfort-sur-Meu, vient de déménager dans la zone d'activité du Gripail, à **Saint-Gilles**.

**A**près avoir repris à deux l'entreprise Joubrel Électricité en mars 2021, Anthony Leroy et Jérôme Lesaux ont fortement développé l'activité auprès des industriels et du tertiaire. « Depuis la reprise, nous sommes passés de 11 à 20 collaborateurs, nous avons besoin d'adapter notre outil de travail en conséquence », explique Anthony Leroy.

« Notre société est spécialisée dans 4 branches d'activités : l'électricité générale, la communication (interphonie, sonorisation...), la fibre optique et réseaux informatiques, et la sécurité (alarme, vidéo-surveillance, contrôle d'accès, incendie...) », précise Jérôme Lesaux. Joubrel dispose de la certification Qualifelec Logement, Commerce, Petit Tertiaire (LCPT) et Moyen Gros Tertiaire Industrie (MGTI). « Et tous nos collaborateurs sont formés à la réalisation d'infrastructures pour la recharge de véhicules électriques (IRVE). »

**Développement**  
d'une branche  
**photovoltaïque**  
pour les **petits**  
et **moyens**  
bâtiments  
du **tertiaire**



Anthony Leroy et Jérôme Lesaux

L'ancrage territorial, les compétences de leurs collaborateurs et l'attention apportée aux besoins de leurs clients, en conservant l'esprit familial de la PME, sont les valeurs qu'ils mettent en avant pour expliquer leur développement. « L'année 2023 a été intense car il a fallu mener de front la construction du bâtiment et le bon déroulement des chantiers. Nous sommes ravis d'avoir relevé ce défi avec

notre équipe qui nous suit dans ce dynamisme depuis 2021 », précisent les deux dirigeants.

Dans les prochains mois, l'entreprise développera son activité sur le photovoltaïque pour les petits et moyens bâtiments du tertiaire (commerces de proximité, banques et assurances, garages et ateliers, restaurants, etc.)



Alliance  
Française  
Bretagne

# Les salariés étrangers ont leurs cours

Par Sarah Sedraoui

Née à **Saint-Malo** en 2005, l'Alliance Française Bretagne - émanation du réseau mondial du même nom et comptant 834 structures aux quatre coins du monde - est surtout connue pour ses cours en Français langue étrangère (FLE), auprès d'étudiants, de groupes étrangers... Dans un nouvel élan, la structure propose maintenant des cours en ligne ou au sein des entreprises qui emploient des salariés étrangers.

**A**vec trois bureaux en Bretagne (Saint-Malo le siège social, Rennes et Brest), l'Alliance Française Bretagne est une école de langue française à destination du public étranger, avec notamment des programmes linguistiques, culturels, touristiques à durées variables. Avec près de 500 à 600 apprenants par année issus de 59 pays différents, l'association a pris un nouveau tournant pour répondre aux sollicitations et aux évolutions sociétales. « *Le Covid nous a contraints à chercher de nouveaux publics, et nous nous sommes aperçus que beaucoup d'entreprises embauchaient des publics étrangers* », retrace Aude Morda, directrice de l'établissement.

## Des vocabulaires spécifiques

« *Dans certains secteurs, comme le BTP par exemple, les mesures de sécurité sont primordiales et doivent être comprises. Ce qui n'était pas toujours le cas pour les employés de langues étrangères* », continue Aude Morda.



Certifiés Qualiopi, « *nous avons adapté nos cours pour qu'ils soient plus spécifiques et permettent à des salariés de langues étrangères d'apprendre un français approprié à leur secteur d'activité* ». Les cours peuvent porter sur du français plus "médical", "hôtelier", "agricole" selon les besoins de chacun, mais aussi sur des process de sécurité, des consignes, comment se débrouiller dans sa vie sociale et sur le territoire.

L'offre attire : « *En 2022, une soixantaine de salariés de 8 entreprises différentes étaient concernés par ces cours. Et pas uniquement issus de secteurs "en tension", nous ne faisons même plus cette distinction.* » Une charge pour les 9 professeurs de français langue étrangère, alors que la demande est croissante : « *En 2023, ce seront près de 150 employés concernés. Cela nécessitera davantage de professeurs.* »

Alliance Française Bretagne : [contact@alliance-bretagne.fr](mailto:contact@alliance-bretagne.fr) ou au 06 40 11 20 90.

## Interventions

Le panel de propositions aux salariés est à la charge totale de l'employeur. « *Nous intervenons directement dans les entreprises, ou en distanciel grâce à une plateforme d'e-learning, créée par nos professeurs, et selon leurs disponibilités.* » L'Alliance Française Bretagne a été sollicitée, notamment pour accompagner des employés rapatriés d'Ukraine et de Russie et issus des filiales d'entreprises françaises. Autre exemple à l'hôpital de Saint-Brieuc pour des cours de FLE à des kinésithérapeutes espagnols. « *Nous sommes en train de monter un projet avec la FFB 35 également.* »

« Une **soixantaine** de salariés **étrangers** apprenants en **2022**, près de **150** l'année suivante »

# Carnets



## Tribunal de commerce de Lorient

### Loïc Cueff réélu président

Le 8 novembre 2023, Loïc Cueff, le président du tribunal de commerce (TC) de Lorient a été reconduit dans ses fonctions pour un mandat de 4 ans, jusqu'en décembre 2027. Alrén âgé de 53 ans, Loïc Cueff est juge consulaire depuis 2017, élu président du TC de Lorient en 2019. Créateur d'une agence de marketing à Lorient (LC Design), il est aujourd'hui chargé du développement marketing chez Innoclair Solutions à Lanester. Seconde juridiction de Bretagne après Rennes, le tribunal de commerce de Lorient est composé de 23 juges, chefs ou anciens chefs d'entreprises, tous bénévoles. Le nombre d'affaires traitées par an est en moyenne de 450 dossiers en contentieux général et 500 dossiers en procédure collective. Le taux de réussite pour les procédures de prévention (mandat ad hoc, conciliation et sauvegarde) est de 76 %. En tant que président, il considère son rôle comme étant « celui d'un médiateur impartial et d'un défenseur des intérêts de toutes les parties impliquées. »



## Centre de gestion 56

### Gaëlle Stricot élue présidente

Lundi 6 novembre 2023, Gaëlle Stricot, maire de Saint-Abraham (au sud de Ploërmel) a été élue à la présidence du Centre de gestion du Morbihan à l'occasion d'un Conseil d'administration extraordinaire, qui s'est tenu au Palais des Arts et des Congrès de Vannes.

Elle succède à Yves Bleunven, à la tête de l'établissement depuis 2020, qui a démissionné de ses fonctions de président suite à son élection en tant que sénateur, le 24 septembre dernier. Ce dernier reste membre du Conseil d'administration.

Âgée de 45 ans, Gaëlle Stricot est également présidente du Pays de Ploërmel, première vice-présidente de l'Oust à Brocéliande communauté, secrétaire générale de l'association des maires du Morbihan et présidente de l'ARIC (association régionale d'information des collectivités territoriales).

Elle occupait, depuis 2020, le poste de première vice-présidente du CDG du Morbihan. Par ailleurs, les membres du Conseil d'administration ont désigné à cette occasion un nouveau bureau.



## Funbreizh : une nouvelle agence à Angers

L'agence de voyages réceptive et événementielle Funbreizh, fondée par Jean-Vincent Petit et Pascale Barker, à Surzur aux portes de Vannes en 2009, et labellisée RSE, poursuit son maillage territorial avec l'implantation d'une nouvelle agence à Angers (49). À la tête de ce bureau angevin, Mélanie Kergourlay et Romane Garreau, viennent ainsi gonfler l'équipe de 26 salariés répartis sur le Grand Ouest. Funbreizh compte 3 ainsi agences (Vannes, Caen, Angers) et 4 bureaux (Brest-Terres Océanes, Côte de Granit rose, Portes de la Bretagne et Vendée). L'entreprise mise sur le développement de son savoir-faire localement, pour renforcer la proximité avec les clients d'Angers, Tours en passant par Saumur. « Nous accompagnons des entreprises sur tout le Grand Ouest, rappelle Pascale Barker. Nous orchestrons des séminaires clé en main, grâce à des team buildings exclusifs qui valorisent l'importance du collectif. »



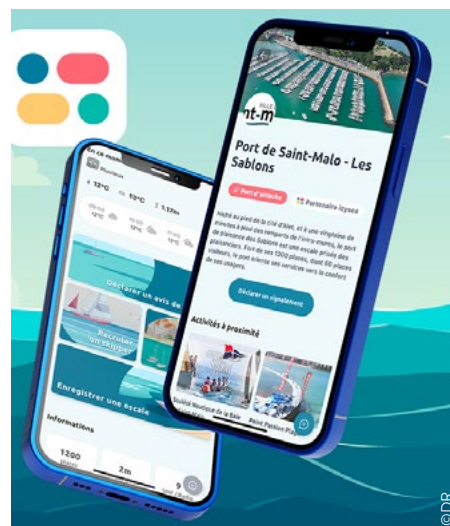
## Les transports Bruneel rachètent les transports Strabert

Le transporteur Bruneel (groupe de Rosa), basé à Lorient, spécialisé dans le transport sous températures dirigées, le transport de marchandises générales et le stockage de distribution, fait rentrer dans son giron les Transports Strabert de Saône et Loire (71). Le tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône a retenu l'offre de rachat de cette entreprise en liquidation judiciaire depuis août dernier, préférant le dossier breton à celui des transports Cayon (71) qui avaient également fait une offre. 42 emplois sont préservés. Bruneel poursuit sa croissance externe et se diversifie dans le transport de produits chimiques et de déchets dangereux, spécialité des transports Strabert. Le groupe breton de Rosa, dirigé par Pascal de Rosa, comprend désormais 3 sociétés : Bruneel (56) créée en 1977 et reprise en 2014, Tranvouez (29) et Strabert (71). Il compte 20 000 m<sup>2</sup> d'entrepôts et 180 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 27 millions d'euros.

## Izysea booste sa croissance avec une levée de fonds de 550 000 €

La startup, qui vient de quitter Vannes pour jeter l'ancre dans de nouveaux bureaux à la Trinité-sur-Mer au Lab'océan - tiers-lieu dédié aux entrepreneurs du maritime- accélère son développement en France et à l'international, grâce à cette nouvelle levée de fonds de 550 000 € (via le réseau ABAB (Atlantique Business Angels Booster), Mer Angels et BPI France). L'objectif est de développer la clientèle dans l'Hexagone, se déployer en Europe et recruter de nouveaux collaborateurs. Izysea facilite la vie des plaisanciers qui arrivent à quai, en optimisant la gestion de services des ports de plaisance.

À ce jour, plus de 350 zones portuaires sont équipées de la marketplace Izysea, sur les fronts de mer Atlantique, Manche, Méditerranée et dans les Dom-Tom, et une vingtaine de ports disposent de l'application portuaire et du service clients : l'un des objectifs étant de signer 50 nouveaux contrats avec les ports de plaisance en 2024.



# Windcoop choisi les chantiers Piriou

Par Charles Menguy

L'entreprise de transport maritime, basée à **Lorient**, annonce s'engager avec les chantiers Piriou (Concarneau) pour la phase d'étude, puis de construction de leur premier porte-conteneurs à voile, dont la mise à l'eau envisagée en 2026.

Une nouvelle étape vient de se concrétiser pour Windcoop. La société coopérative a annoncé, le 9 novembre, avoir signé, avec les chantiers Piriou, la réalisation d'une étude détaillée de son premier porte-conteneurs à voile. « Cette première phase doit durer cinq mois, et la construction commencer début 2024 », précise Amaury Bolvin, co-fondateur et directeur général de Zéphyr & Borée, qui porte le projet Windcoop. « Les chantiers Piriou disposent d'une expertise dans le domaine, ayant déjà réalisé des navires à voiles. »

D'une longueur de 89 mètres, le navire devrait pouvoir transporter environ 140 conteneurs en trente jours jusqu'à Madagascar. Le tout à une vitesse de huit nœuds et, surtout, avec 60 % de l'énergie liée à la propulsion vélique. La promesse est celle d'un transport certes, plus cher, mais bas-carbone. « Et notre tarif sera toujours le même, car nous sommes moins dépendant du cours des énergies », précise Alice de Cointet, directrice opérationnelle.

« De plus il n'existe pas, aujourd'hui, de service direct avec Madagascar », rappelle Amaury Bolvin. Épices, textiles, mais aussi des produits issus de l'aquaculture seront transportés. En plus d'une quinzaine de membres d'équipage, douze passagers pourront embarquer pour un tarif aux alentours de 100 euros par jour chacun.



Alice de Cointet  
(Windcoop)  
et Amaury Bolvin  
(Zéphyr & Borée)

« France -> Madagascar :  
30 jours de navigation pour  
transporter 140 conteneurs »

## Une nouvelle levée de fonds

Pour mener à bien ce projet, Windcoop a mené une première levée de fonds, rassemblant 5,5 millions d'euros. « C'est une de nos particularités : nous voulons mener un engagement environnemental, mais aussi social », rappelle Amaury Bolvin. Les sociétaires sont des particuliers, mais aussi des entreprises, des clients-chargeurs et des institutions, comme Lorient Agglomération. Et Windcoop lance à présent une deuxième levée de fonds : « Il y a deux façons d'investir : en optant pour la part sociale, ce qui donne droit au vote et à une participation à la gouvernance, ou en choisissant le titre participatif, plus rémunérateur mais sans gouvernance », détaille Amaury Bolvin. L'investissement minimum est de 100 euros.

Alors que la mise à l'eau de ce premier porte-conteneurs est estimée à 2026, Windcoop « se projette déjà sur un deuxième navire », souligne le directeur général de Zéphyr & Borée. Nous aimerions aussi développer des lignes qui n'existent pas encore, notamment à destination de certains pays d'Amérique latine. » Avec, comme boussole, le souci de l'environnement.



©DR



Audiovisuel

# La XR sur un plateau

Par Djamel Bentaleb

C'est le seul du genre en Bretagne. Le Bzh Studio à **Vannes**, ouvert sous l'impulsion de Yann Le Gallic, propose des tournages vidéo d'un nouveau genre, utilisant la « réalité étendue », nommée XR pour *Extended reality*. Cela regroupe les modes immersifs tels que la réalité augmentée (AR), la réalité mixte (MR) et la réalité virtuelle (VR), générés par la technologie informatique, mixant environnements réels et virtuels, et interactions homme-machine.

**C**réé en 2022 à Vannes par le producteur audiovisuel Yann Le Gallic, BZH Studio offre la XR à la Bretagne. C'est actuellement l'unique studio de ce type dans la région et l'un des 5 au niveau national. Un investissement bancaire à 6 chiffres qui a déjà généré près de 240 000 € de chiffre d'affaires. Équipé d'un plateau complet, d'une régie de diffusion, d'une loge, de salles de réunion et de montage, Bzh Studio permet de réaliser des tournages simples aux plus élaborés. « J'offre deux types de prestation : la réalisation de repor-

Les mêmes technologies mais à des prix largement inférieurs

tages, films publicitaires ou films d'entreprises et la location d'un plateau de tournage à la pointe de la technologie, en marque blanche ou via ma boîte de production », explique Yann Le Gallic.

## Les technologies du cinéma au service des entreprises

La création de ce studio audiovisuel permet au jeune producteur de se démarquer dans un secteur qui ne manque pas d'acteur. « Il nous fallait être différenciants et axés TPE et PME, explique-t-il. Je l'ai pensé innovant, adaptable, performant et économique. Une taille adaptée simple et raisonnable. Ma volonté n'était pas d'attirer la fiction ou les films, les studios parisiens sont très grands et bien adaptés à cela. Il manquait une offre d'entre deux, c'est chose faite ! » Des équipements de tailles intermédiaires qui conviennent parfaitement aux besoins des TPE-PME et autres institutionnels. « On a malgré tout, les mêmes technologies mais à des prix largement inférieurs, insiste Yann. C'est un atout considérable qui donne enfin accès à ces nouvelles technologies assez bluffantes à l'ensemble des acteurs du territoire. »

## La ministre de la Culture séduite

Amoureux de la Bretagne, Yann désirait apporter le meilleur dans son domaine de compétence, dans le golfe du Morbihan, à 2h30 de la capitale...car il n'y a pas que Paris dans la vie, après tout ! « Les gros budgets, c'est terminé, rappelle Yann. Il y a maintenant tout ce qu'il faut ici, les entreprises ne seront plus obligées d'aller à Paris ou d'internaliser leurs vidéos avec des résultats parfois aléatoires. » La XR a la portée de tous, en somme. La ministre de la Culture, en personne, a été séduite par l'idée, au point que Yann envisage de lancer la première formation XR en France avec les grands acteurs du tout nouveau « France XR consortium ».



# « L'entrepôt de demain sera technologique et économe »



Par **Suzanne Bruneau**

C-Log a franchi de nouvelles étapes de son développement avec l'inauguration, en 2022, d'un site spécifiquement destiné au e-commerce, à Poupry, près d'Orléans, suivi de l'acquisition récente d'un entrepôt en Seine-et-Marne, dédié à Sarenza.com, portant à 10 le nombre d'implantations. Ce spécialiste de la logistique a vu le jour en 2002, afin de fournir au Groupe Beaumanoir, acteur majeur de distribution de prêt-à-porter établi à Saint-Malo, une solide compétence en supply chain retail, puis e-commerce. Aujourd'hui, que se cache-t-il dans les entrailles de C-Log et quelles sont les projections ? Rencontre avec Benoît Garçon, directeur général depuis 2015, sur le site de **Saint-Malo**.

**L**es volumes font tourner la tête. Dans les cartons, éléments incontournables d'une visite chez C-Log, 100 millions de pièces transitent chaque année par les entrepôts du logisticien, au rythme de 100 000 produits capables d'être expédiés par jour et par site. « La majorité du flux arrive au Havre d'Asie. Petit à petit, nous constatons un peu plus d'import proche (Moyen-Orient, Maghreb). » C-Log livre un réseau de plus de 8000 boutiques dans le monde, dans 80 pays différents. Au retail, s'ajoutent les livraisons e-commerce et la gestion des retours.

## Seul logisticien spécialisé dans le textile et les accessoires en France

Pour assurer un tel rythme, 1100 collaborateurs, hors intérimaires, œuvrent au sein des 10 entrepôts de C-Log. Pour 2023, l'atterrissage de chiffre d'affaires est attendu un peu au-dessus des 150 millions d'euros, quasiment équivalent à 2022 (146 millions). « En France, nous sommes le seul logisticien spécialiste du textile et des accessoires, ce qui rassure les marques. Notre système est conçu pour

gérer les spécificités de ces catégories - coloris, tailles, les bonnets en lingerie, etc - et maîtriser les flux de marchandises propres à ces produits, commente Benoît Garçon. Face à nos concurrents, des gros généralistes comme Gxo, Geodis, ID logistics, nous, nous sommes des moyens, très spécialisés. »

**100 millions** de pièces transitent chaque **année** chez **C-Log**, soit **100 000** par jour et par site.





**Benoît  
Garçon**  
directeur général





©Studio Carlito

## 50 % Groupe Beaumanoir, 50 % clients externes

L'activité est réalisée à 50 % pour les marques du groupe : Cache-Cache, Bréal, Bonobo, Morgan, Caroll, son partenaire la Halle, et Sarenza, la marketplace spécialisée dans la chaussure sur laquelle Beaumanoir a récemment mis la main.

L'autre moitié du rendement est consacrée à des clients externes. Environ 25 marques font appel à C-Log, parmi lesquelles Eden Park, Veja mais aussi des marques haut de gamme et luxe.

*« Le développement du portefeuille de comptes clients externes est la cerise sur le gâteau. La première ambition chez C-Log est de proposer la meilleure expertise logistique du marché pour nos clients partenaires. C'est un objectif serviciel avant tout. L'ouverture à la diversité de clients permet de développer cette expertise. »*

## L'entrepôt malouin, un standard C-Log

L'entrepôt de Saint-Malo, d'une superficie de 18 000 m<sup>2</sup>, est un exemple typique des standards de C-Log. Il assure la distribution vers 750 magasins à travers la France, avec un flux quotidien de 10 à 15 camions de livraison. Ce site est conçu pour stocker l'équivalent de 8 semaines de marchandises, regroupant pas moins de 25 000 références différentes. L'équipe réalise des inventaires en continu, assurant une couverture totale du stock sur l'ensemble de l'année.

6 transtockeurs (ou mini load) renforcent la capacité logistique pour stocker les cartons, ils ont été développés par C-Log et représentant un investissement d'environ 200 000 euros chacun. *« 80 % du temps, les cartons ne sont pas portés par les collaborateurs. »*

Avec une structure hiérarchique assez horizontale, un chef de site encadrant 7 à 8 responsables d'équipe. *« Notre approche repose sur une gestion sans complexité hiérarchique, éliminant le superflu. Et notre turnover est inférieur à 5 %. »*



## La croissance externe

Près d'un an après la reprise de Sarenza, com par le groupe Beaumanoir, C-Log a fait l'acquisition d'un dixième entrepôt, à Réau en Seine et Marne (77). Exploitée par GXO Logistics, cette plateforme de 19 500 m<sup>2</sup>, fortement automatisée, est dédiée à la logistique chaussure et vente en ligne. « *En travaillant sur la capacité encore disponible de ce site et celui d'Orléans, l'objectif est de créer un dispositif logistique digital basé sur les deux expertises : la chaussure et le textile. Le dispositif sera complètement transparent pour les marques.* » La plateforme d'Orléans évoquée par le patron est celle de Poupry, ouverte en 2022, où 200 petits robots assistent les préparateurs de commandes. Une dizaine de millions d'euros investis et des robots, non seulement pensés, mais aussi fabriqués en interne, à Saint-Malo.

D'autres acquisitions ou ouvertures dans les tuyaux ? Réponse de Normand : « *Nous restons toujours attentifs au secteur et aux transformations du métier.* »



« L'entrepôt **du futur**  
**livrera**, qui sait,  
un **peu moins vite.** »







L'entrepôt de Poupry, en Eure-et-Loir

©C-Log

## Le transport

« Les métiers du transport et de la douane pèsent dans les enjeux de demain. Nous avons essayé le fret ferroviaire depuis l'Asie mais le rapport coût – délai n'était pas satisfaisant. Et il y a toujours une partie en camion. »

## L'entrepôt du futur

« L'entrepôt de demain sera technologique et économe. L'impact environnemental devra être le plus faible possible, nous y travaillons déjà. Une des questions est : comment, en tant que logisticien, je peux inciter les clients dans une démarche encore plus vertueuse de slow logistique ? L'entrepôt du futur livrera, qui sait, un peu moins vite. »

Concernant la révolution numérique, pour Benoît Garçon, la question cruciale réside surtout dans les impacts sur les marques partenaires : « Est-ce que le développement de l'intelligence artificielle se traduira par une intégration accrue de la technologie dans les produits, ou par une personnalisation plus poussée ? Cela impliquerait inévitablement une augmentation du nombre de références à gérer. »



©C-Log





## IA versus Homme ?

Le dirigeant ne croit pas à des entrepôts où les humains auraient disparu : « Les sites seront semi-mécanisés, mais cela ne signifie en aucun cas l'exclusion des salariés. Au contraire, chaque fois que nous avons automatisé un site, nous avons créé de nouveaux emplois. La technologie et l'IA sont des outils. Cela va nous aider à gérer de la data pour faire progresser le système de manière itérative, mieux gérer les flux, anticiper les crises, mieux piloter de manière générale. »

Et d'ajouter : « Notre priorité est de donner un sens au métier, en travaillant des parcours de formation et de mobilité internes. Au départ, ce n'était pas très attractif de travailler dans la supply chain. Aujourd'hui, la logistique est devenue très industrielle et c'est un secteur ouvert sur le monde, avec plein de métiers différents : docteur en robotique, responsable transport, développeur informatique, data analyst, chef de projet, maintenance... »

## Bonus

### Votre parcours ?

« Je suis diplômé de l'UTC Compiègne et du 3<sup>e</sup> cycle en logistique d'HEC. Je suis arrivé chez C-Log en 2009 comme directeur des opérations, après avoir travaillé chez L'Oréal, Nivea et le groupe Richemont. »

### Votre passe-temps ?

« La pêche à la ligne dans la baie de Saint-Malo et le ski, dans les Alpes. »

### Un mantra ?

« Ce qui ne nous tue pas, nous rend plus fort. Je suis de nature à relativiser, entre autres dans le milieu professionnel, où j'estime que le climat doit rester agréable. Je ne suis pas dans une logique de travail conflictuelle. Il faut garder en tête qu'on gère des cartons et des vêtements. Il faut bien le faire, certes, mais sans oublier de veiller au mode de management et à l'empathie. »

### Ce qui représente le mieux la Bretagne ?

« La galette saucisse. D'autant plus que c'est un rituel que nous avons tous les six mois chez C-Log. Le personnel de chaque site se réunit autour d'un déjeuner galette saucisse. Quand nous reprenons un site, nous faisons goûter cette spécialité à ceux qui le souhaitent. »



« Chaque fois que nous avons automatisé un site, nous avons créé de nouveaux emplois. »



# L'encadrement juridique des pompes à chaleur

Par M<sup>e</sup> Simon Aubin, avocat au barreau de Rennes

Fin septembre 2023, Emmanuel Macron présentait aux français les contours de sa planification écologique destinée à réduire les émissions de CO<sup>2</sup> de la France. Parmi les mesures phares annoncées figurait la volonté du président de la République de « tripler la production de pompes à chaleur d'ici à 2027 », en la portant à un million de pompes à chaleur par an, et de « former en parallèle 30 000 installateurs ». Au-delà des éventuelles difficultés pratiques qui seront rencontrées dans la mise en œuvre de cette mesure, celle-ci va vraisemblablement avoir pour effet de multiplier les litiges relatifs aux pompes à chaleurs. Il convient donc de se pencher sur leur encadrement juridique et notamment sur la responsabilité de leurs installateurs.

**S**elon les dispositions figurant aux articles 1792 et suivants du Code civil, issus de la Loi Spinetta du 4 janvier 1978, les professionnels de la construction intervenant dans la pose d'une pompe à chaleur sont susceptibles de voir leurs responsabilités engagées en cas de désordres ou malfaçons.

La Cour de cassation considère par ailleurs, sur le fondement de l'article 1792-4 du Code civil, que les fabricants de pompes à chaleur peuvent également être tenus solidairement responsables de ces dysfonctionnements (Cour de cassation, troisième chambre civile, 24 septembre 2014, n°13-19.952).

Mais encore faut-il que les critères fixés par les articles 1792 et suivants du Code civil soient réunis. Ces articles fixent trois régimes de responsabilités des professionnels de la construction : la garantie de parfait achèvement, la garantie biennale et la garantie décennale.

## La garantie de parfait achèvement (GPA)

Prévue par l'article 1792-6 du Code civil, elle a vocation à couvrir, pendant un an à compter de la réception, la réparation des désordres et malfaçons signalés par le maître de l'ouvrage lors de la réception.

La GPA couvre également, pendant un an, les désordres notifiés au constructeur s'ils se sont révélés postérieurement à la réception. Bien que l'objectif principal de la garantie de parfait achèvement soit d'obtenir une réparation en nature, il reste possible de réclamer au constructeur défaillant l'indemnisation des préjudices causés par la mauvaise installation ou le mauvais fonctionnement d'une pompe à chaleur.

## La garantie biennale

Prévue par l'article 1792-3 du Code civil, elle vise exclusivement les défauts de fonctionnement des éléments d'équipement dissociables de l'ouvrage, dénoncés avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la réception des travaux. Si une pompe à chaleur est bel et bien un élément d'équipement destiné à fonctionner, son caractère dissociable de l'ouvrage peut parfois porter à débat. Toutefois, cette distinction entre éléments d'équipement dissociables et non dissociables de l'ouvrage a été largement atténuée par la Cour de cassation afin de pouvoir engager plus aisément la responsabilité décennale des constructeurs.

## La garantie décennale

Les professionnels sont susceptibles d'engager leurs responsabilités au titre de la garantie décennale prévue par l'article

1792 du Code civil couvrant pendant dix ans à compter de la réception, tous les dommages qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination. Aujourd'hui, la Cour de cassation considère que « les désordres affectant des éléments d'équipement, dissociables ou non, relèvent de la responsabilité décennale, s'ils rendent l'ouvrage en son ensemble impropre à sa destination » (Cour de cassation, troisième chambre civile, 7 avril 2016, n°15-15.441). En outre, la jurisprudence retient désormais que la garantie décennale est applicable aussi bien aux éléments d'équipement installés dès la construction de l'ouvrage qu'à ceux y étant installés ultérieurement, notamment dans le cadre de travaux de rénovation (Cour de cassation, troisième chambre civile, 15 juin 2017, n°16-19.640).

Par conséquent, en cas de désordres affectant une pompe à chaleur, la responsabilité décennale de l'installateur d'une pompe à chaleur pourra être engagée et ce peu importe le mode de pose de cet équipement ou le fait qu'il s'agisse d'une construction neuve ou d'une rénovation, à la condition toutefois que ces dysfonctionnements rendent l'ouvrage entier impropre à sa destination. ■■■



L'existence d'une impropreté à destination de l'ouvrage est appréciée souverainement par les juges. C'est pourquoi il est nécessaire, pour le propriétaire de l'ouvrage, de rapporter la preuve que la pompe à chaleur ne permet pas de chauffer convenablement l'ouvrage. Il ressort de la jurisprudence qu'une impropreté à destination est généralement caractérisée en cas d'impossibilité d'atteindre la température de 19°C dans l'ensemble de l'habitation ou du bâtiment (Cour d'appel d'Agen, chambre civile, 15 novembre 2021, RG n°20/00788).

Le régime de la responsabilité décennale constitue le fondement juridique le plus avantageux pour le maître de l'ouvrage dans la mesure où les constructeurs ont l'obligation de s'assurer à ce titre (article L241-1 du Code des assurances), ce qui favorise par conséquent les chances d'être indemnisé.

**Me Simon  
Aubin**  
avocat



17 novembre 1923

# 7Jours, journal

## La naissance des annonces légales en 1833

C'est en pleine Monarchie de Juillet, sous Louis Philippe, que sort le 4 mai 1833 l'un des plus anciens journaux de France sous la forme d'un simple feuillet intitulé *Feuille d'annonces*, sous-titré *Affiches judiciaires et avis divers de l'arrondissement de Villefranche*.

Le 31 mai 1921, le gouvernement français, dirigé par Aristide Briand, soumet au Parlement un projet de loi visant à assurer une application plus rigoureuse et plus efficace de la loi sur le Registre de commerce.

Commencent alors à fleurir dans les grandes villes de France, de petites feuilles d'annonces légales, plus spécialement destinées aux agents d'affaires et aux officiers ministériels.

1<sup>re</sup> ANNÉE. — N° 1

SAMEDI 17 NOVEMBRE 1923

## PETITES-AFFICHES

de Bretagne et de Normandie

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES ET D'AVIS DIVERS

Paraissant le Samedi de chaque semaine

Directeur : Léon LEPRETON, ancien principal clerk d'avoué,  
2, rue de Rohan, RENNES

Téléphone : 3-17

TARIF DES INSERTIONS

Téléphone : 3-17

ABONNEMENT :

10 fr. par an

INSERTIONS LÉGALES :

Tarif fixé par la Préfecture

ANNONCES ET AVIS DIVERS :

La ligne... 1 fr. 50

LE NUMÉRO :

20 Centimes

Les insertions devront parvenir, 2, rue de Rohan, à Rennes, au plus tard, le vendredi avant 10 heures.

Tous les Notaires, Avoués, Huissiers, Commissaires-priseurs, etc.  
Agents d'affaires de Bretagne et de Normandie reçoivent les "Petites-Affiches" qui sont en lecture dans tous les grands cafés, salons de coiffure et principaux établissements.



# centenaire

## 1923 : à Rennes

Fondateur de la Publicité Générale, l'une des toutes premières agences de publicité implantée à Rennes, Léon Lebreton, ancien clerc principal d'avoué, décide d'offrir à la Bretagne son premier journal d'annonces légales et judiciaires.

Le premier numéro des *Petites Affiches de Bretagne* paraît le 17 novembre 1923.

De format modeste à l'origine (8 pages), le journal, diffusé chaque samedi, ouvre très vite ses colonnes à des informations juridiques et judiciaires, en complément des annonces légales.

Sous la houlette de la nouvelle direction, le journal décide de s'ouvrir encore plus largement aux informations générales et prend le nom de *7Jours - Les Petites Affiches de Bretagne* pour répondre aux attentes de ses lecteurs.

En décembre 1995, aspirant à la retraite après quarante années à la tête du journal, Georges Vallée décide à son tour de passer la main en proposant à son ami et collaborateur de longue date, Jean-Jacques Brée, de prendre la relève afin de préserver l'indépendance du journal.

Pour ce journaliste qui a fait ses classes au début des années 1970 dans la presse gratuite naissante et l'audiovisuel, l'enjeu est de taille. D'emblée, il choisit d'ouvrir les colonnes du journal aux organisations professionnelles (UMIH, FFB, Union du commerce, Chambres consulaires) qui manquent de relais à l'époque. Et le succès est au rendez-vous.

Dans le même temps, l'imprimerie connaît une véritable révolution, avec la généralisation de l'offset puis de la couleur et du numérique. Le premier

numéro en couleur de *7Jours* sort des Presses de Bretagne le 15 octobre 2005.

À 70 ans révolus, alors que sa société d'édition de presse est florissante, Jean-Jacques Brée décide à son tour de passer la main.

Approché depuis plusieurs années par un confrère bordelais, les *Échos Girondins*, spécialiste des annonces légales et judiciaires également, Jean-Jacques Brée, séduit, officialise la vente fin 2014.

Etude de M<sup>o</sup> Jean GUERIN, notaire à  
Rennes, rue Victor-Hugo, 9 (successeur  
de M<sup>o</sup> NONCLERCQ).

## Adjudication volontaire

LE SAMEDI 24 NOVEMBRE, A 14 HEURES

En l'étude de M<sup>o</sup> GUERIN.

Des immeubles suivants, situés à Rennes  
avenue de la Gare, n<sup>o</sup> 43.

Le groupe, compte déjà quatre titres emblématiques : *l'Informateur Judiciaire* (devenu *IJ* en 2021) à Nantes, *La Vie Économique du Sud-Ouest* et les *Échos Judiciaires Girondins* à Bordeaux, *Les annonces Landaises* à Mont de Marsan.

Sous l'impulsion de Guillaume Lalau, PDG du groupe depuis 2016, l'ensemble des journaux opèrent une mue vers un format magazine, plus qualitatif, et se développent sur leurs territoires respectifs.

C'est en 2021 et sous la direction de Nadine Raffin que le journal *7Jours* amorce un tout nouveau format : le format magazine, mettant en valeur ceux qui font l'économie locale et donnant la parole aux professions juridiques (avocats, notaires, experts-comptables) pour renforcer son expertise auprès des chefs d'entreprise de la région.

En Janvier 2023, Olivia Claudeville prend la direction du magazine et ouvre, avec toute l'équipe du magazine, une nouvelle page de son histoire en devenant, en septembre 2023, *7Jours - L'éco de la Bretagne*. Aujourd'hui, fort de ses 100 ans à lui, *7Jours* ambitionne de faire profiter d'autres terres bretonnes, notamment le Morbihan, de son traitement journalistique. Cette ouverture géographique s'accompagne de nouveaux formats digitaux. *7Jours* diversifie ses contenus, en particulier sur le web avec la création de pastilles vidéos et newsletters spécialisées qui, tout comme le format magazine mettent en valeur les femmes et les hommes qui font l'économie bretonne.

**Rencontres, temps forts, évènements, 7Jours vous réserve des surprises et changements pour 2024... et les 100 ans à venir !**

AGENCE LAGRANGE, de Paris. — Représentant  
à Rennes : M. BARBIER, 18, rue de la  
Chalotais.

**À CÉDER, centre Rennes**

**Bon Café-Cidre**

situé près la Place du Palais

Cause changement de situation. Prix très  
avantageux.

S'adresser pour tous renseignements, à  
M<sup>o</sup> BARBIER, 18, rue de la Chalotais, à  
Rennes.

Au décès de Léon Lebreton en juin, aux commandes du journal durant 33 ans, Georges Vallée, fidèle collaborateur, devient le nouveau propriétaire du journal et en prend officiellement la direction opérationnelle.

Le 25 novembre 1957, les bureaux de la Publicité Générale et des Petites-Affiches de Bretagne quittent la rue de Rohan à Rennes où ils étaient implantés depuis l'origine pour rejoindre le 1 de la rue La Chalotais. L'adresse actuelle.

L'intégralité du 1<sup>er</sup> numéro ici →





Musée  
des Beaux-Arts  
de Rennes

# L'art urbain de Gérard Zlotykamien

Par Gwénaëlle de Carné





*Tout va disparaître !* L'exposition de Gérard Zlotykamien au musée des Beaux-Arts de **Rennes** illustre le parcours d'un artiste majeur de l'art urbain en France. Depuis 60 ans, Zlotykamien anime les murs des villes de ses figures fantomatiques que le temps ou l'action des hommes effaceront inéluctablement.

**V**enir au monde à Paris, en avril 1940, au sein d'une famille juive d'origine russe et d'Europe de l'Est, être déporté à l'âge de deux ans à Bergen-Belsen avec sa mère... voilà de quoi vous marquer à jamais. Au point, pour Zlotykamien, de « *rejouer sans discontinuer le jeu de la vie et de la mort, de la création et de sa disparition* ». Au sortir de la guerre, le parcours scolaire de Zlotykamien est chaotique. Sa rencontre avec Yves Klein en 1954 est déterminante. Il a 18 ans lorsqu'il expose pour la première fois à la galerie Cimaïse à Paris. 1963 est pour lui une année charnière : première intervention urbaine au château Allington en Angleterre et participation à la troisième biennale des jeunes au musée d'Art moderne de la ville de Paris.

### « Mon espace, c'était la rue »

De cette époque date sa défiance d'un art enfermé entre quatre murs. « *J'ai commencé à tout refuser en bloc et à me dire que mon espace à moi, c'était la rue* », souligne Zlotykamien. Il s'ensuit une "migration créative" au gré des villes et de leurs murs : Berlin, Ulm, Johannesburg, Paris : des cités en pleine reconstruction pour la plupart. Zlotykamien y trouve un terrain d'expression sans limites : palissades, murs décrépis, rideaux métalliques... La rue devient pour lui comme « *un porte-voix* », le moyen pour lui de faire entendre sa révolte face à la censure, l'injustice, la torture et la mort. Elle s'exprime au travers de visages fantomatiques, comme en suspension sur le mur. L'arrière-plan - cela restera une constante - est vide, un vide habité par la matière du support pour laisser vivre le trait. Pas de couleurs et un graphisme des plus simples : un rond, deux yeux, et une bouche tracés à la bombe aérosol noire, d'un geste instinctif. Ces personnages anonymes, hors du temps, sans réelle expression, Zlotykamien les appelle ses « *éphémères* ». Ils lui vaudront gardes à vue, amendes et procès auxquels il répondra par ces mots en 1980 : « *J'effacerai mes œuvres quand ils me rendront les miens.* »



Zlotykamien, qui intervient aussi dans des lieux pleins de froideur, tels que les usines et abattoirs, a une préférence pour les matières pauvres. Ses sculptures, faites de plaques de métal découpées reprennent l'esprit de ses « *éphémères* », avec parfois des touches de couleur.

### De la rue aux cimaises du musée

Zlotykamien a réussi le tour de force de faire pénétrer cet art urbain entre les quatre murs blancs du patio du musée des Beaux-Arts de Rennes, un lieu de transition entre l'édifice et la rue. Partout, des visages. Ils semblent danser sur les murs, presque joyeux. Mais dans l'un des angles, on remarque deux tas d'une vingtaine de sacs de

jute, portant chacun un ou plusieurs visages et des traces de peinture rouge... Zlotykamien raconte ici la déportation de sa mère à Bergen-Belsen et l'épuisement qui la conduisit un jour à se reposer sur des sacs sans savoir qu'ils contenaient... des cadavres. D'un coup, ces visages prennent toute leur force expressive, d'autant plus que les bouches sont tordues et les yeux souvent manquants.

### La photographie dans l'art urbain

La fragilité des matériaux employés confrontés aux intempéries et à l'effacement, l'absence d'études préparatoires et la part d'improvisation font des dessins de Zlotykamien des œuvres éphémères. D'où la nécessité d'en garder une trace dont témoignent les milliers de photographies prises par sa femme, ses amis.

Dans cette exposition en cinq étapes (« improvisation programmée », « de la rue aux cimaises », « les œuvres urbaines », « l'atelier », « sculptures, destructions et matières pauvres »), on comprend comme s'est élaborée l'identité artistique de Zlotykamien et comment ses œuvres, dans le contexte de l'architecture, du chaos des villes et surtout de son histoire personnelle, prennent tout leur sens.

Musée des Beaux-Arts, 20 quai Emile Zola à Rennes. Du 21 octobre 2023 au 7 janvier 2024. Tous les jours, sauf le lundi et jours fériés, de 10h à 18h. Exposition réalisée avec le commissariat de Jean Faucheur, grâce au partenariat de la galerie Mathgoth à Paris, spécialisée dans l'art urbain.

# Un héros breton sous la plume de François-Xavier Lefranc

**L**e rédacteur en chef et président du directoire de *Ouest-France* publie *Je boirai mon sang*, un roman d'histoire et d'aventures, inspiré de la vie d'un héros breton du XVIII<sup>e</sup> siècle, précurseur de la chouannerie, Armand de La Rouërie.

1763. Dans le pays du Couesnon, à la croisée des chemins entre la Bretagne et la Normandie, une bande d'enfants combat l'injustice avec, à sa tête, le plus intrépide d'entre eux, un noble du nom d'Armand de La Rouërie, qui ne redoute qu'une chose, « *le regard noir de sa mère* ». Orphelin de père, âme rebelle, il veut servir son roi.

Quelques années plus tard, congédié des gardes-françaises, il part se battre en Amérique contre les Anglais, lors de la guerre d'indépendance américaine. La bravoure et les faits d'armes du "colonel Armand" sont remarqués par les Pères fondateurs des États-Unis. George Washington le promeut général.

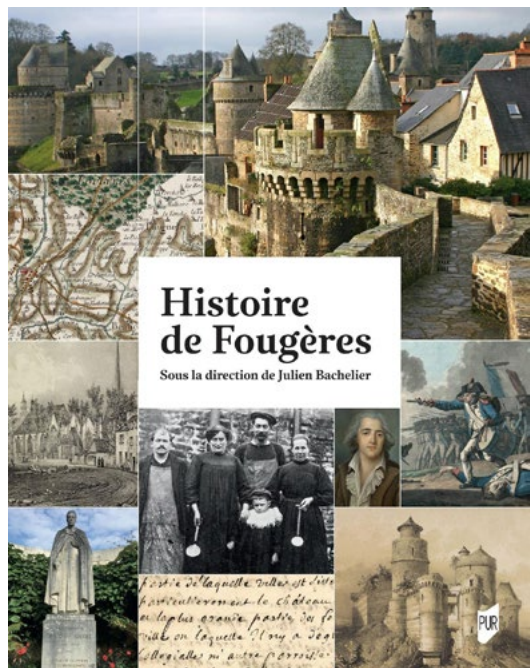
Quand il revient en France, le feu de la Révolution gagne la Bretagne. Il organise une résistance jusqu'à devenir paria, avant sa mort prématurée à 41 ans.

Inspiré de faits réels, François-Xavier Lefranc dépeint le destin épique d'un marquis Breton, « *héros de son enfance* », devenu général américain.

*Je boirai mon sang*, F.X. Lefranc. Éditions Robert Laffont. 20, 50 €.



# Histoire de Fougères obtient un prix breton



**D**irigé par Julien Bachelier et publié aux Presses universitaires de Rennes, *Histoire de Fougères* a été distingué par le jury du Prix du livre d'histoire de Bretagne. L'ouvrage raconte l'histoire de Fougères, de sa création au XI<sup>e</sup> siècle à nos jours. Le château, la chouannerie et la chaussure ont marqué l'imaginaire collectif de Fougères et la production littéraire. Partielles, ces images occultent d'autres dynamiques. Depuis près d'un siècle, Fougères a considérablement évolué. Avec plus de 350 photographies et documents, l'ouvrage, paru l'an dernier, restitue l'histoire de Fougères et de ses habitants depuis un millénaire.

Le jury du Prix du livre d'histoire de Bretagne - créé par Bretagne culture diversité, le Festival du livre en Bretagne de Carhaix et le Poher Hebdo - a remis son premier prix au livre, « *choisi parce qu'il a su combiner avec bonheur érudition et clarté d'écriture, le tout dans une belle mise en page et une iconographie riche. Le livre réhabilite avec talent la monographie de ville, grâce à un parcours d'écriture cohérent où les différents aspects - politiques, économiques, sociaux - de l'histoire d'une ville-frontière sont valorisés* ».

*Histoire de Fougères*, sous la direction de Julien Bachelier. Presses universitaires de Rennes. 45 €.



# ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

En application de la loi n° 55/4 du 4 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales, « 7 JOURS » a été désigné pour la diffusion de ces insertions pour tout le département d'Ille-et-Vilaine pour l'année 2023 par arrêté préfectoral en date du 14 décembre 2022 prescrite par le Code civil, le Code de procédure pénale, le Code de commerce et par les lois spéciales pour la publicité et la validité des actes, des procédures ou des contrats. En application de l'arrêté du 27 décembre 2022, modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012, du ministère de la culture et de la communication, les annonces judiciaires et légales font l'objet d'une tarification au caractère. Le tarif d'un caractère est de 0,183 euro (HT) pour l'année 2023 en Ille-et-Vilaine. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, selon l'arrêté du 27 décembre 2022, modifiant l'arrêté du 19 décembre 2021 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, tous les « avis de constitution » de sociétés seront soumis au forfait selon leur forme juridique, ainsi que les dissolutions avec liquidation des sociétés civiles et commerciales, les clôtures de liquidation des sociétés civiles et commerciales, les jugements d'ouverture et de clôture des procédures collectives. Le tarif des annonces légales relatives au changement de nom patronymique pour motif légitime tel que régi par l'article 61 du code civil est fixé à 56 euros HT. Les tarifs sont réduits de 50 % pour les annonces faites par les personnes dans le cadre du transfert universel du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel prévues par les articles L. 526-27 et D. 526-30 du code de commerce. Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé.

## VENTES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

# NCJ AVOCATS

MICHEL NOUVEL, HENRI CHESNAIS, CATHERINE JEANNESSON  
AVOCATS ASSOCIÉS

Avocat au Barreau de SAINT MALO DINAN  
10 Avenue Anita CONTI - 35409 SAINT-MALO  
Tél. : 02.99.40.73.21.

## VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES



**LE MERCREDI 20 DÉCEMBRE 2023 À 14 H 00**

A la Barre du Tribunal Judiciaire, au Palais de Justice  
49 Avenue Aristide Briand - 35400 SAINT-MALO

**COMMUNE DE COMBOURG (35270)  
53 AVENUE DE LA LIBÉRATION**

### UNE MAISON D'HABITATION

Une maison d'habitation en pierre sur sous-sol, couverte en ardoise se décomposant ainsi :

- Rez-de-chaussée : Garage, chaufferie,  
- A l'étage : Entrée, séjour, cuisine, chambre, salle d'eau, véranda  
Grenier perdu.

Jardin et atelier en panneaux préfabriqués.

Le tout figurant au cadastre de la Commune :

Section AE numéro 58, 53 Avenue de la Libération pour : 05a 69ca

Le bien saisi est inoccupé. L'adjudicataire fera son affaire des meubles qui s'y trouvent encore.

**MISE À PRIX : 69.000,00 €**

Le Cahier des Conditions de la Vente a été déposé au Greffe du Tribunal Judiciaire de SAINT-MALO où il peut être consulté ainsi qu'au Cabinet de la SCP NOUVEL-CHESNAIS-JEANNESSON, par Maître NOUVEL, Avocat poursuivant la vente.

Enchères exclusivement par Ministère d'Avocat inscrit au Barreau de SAINT-MALO DINAN.

Chèque de Banque de consignation de 6.900 € à l'ordre de CARPA.

**VISITE SUR PLACE LE  
MARDI 28 NOVEMBRE 2023 À 14H30**

<http://ncj-avocats.com>

L237J11421

[WWW.7JOURS.FR](http://WWW.7JOURS.FR)

## ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNE DE MONTERFIL

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Aliénation d'un délaissé de chemin rural au lieu-dit « Le Pâtis de la Veille » à Monterfil

Conformément au Code Rural et de la Pêche Maritime, Monsieur LERAY Benoit est nommé en qualité de Commissaire enquêteur par arrêté N° 2023-154 du Maire de Monterfil en date du 26 Octobre 2023.

L'enquête publique se déroulera du mercredi 06 Décembre 2023 à 8h45 au jeudi 21 Décembre 2023 à 12h00

Deux permanences seront tenues à la Mairie de Monterfil par le Commissaire enquêteur : - le mercredi 06 décembre 2023 de 9h45 à 11h45

- le jeudi 21 décembre 2023 de 10 h à 12 h

Pendant la durée de l'enquête, les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Monterfil.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations sur le registre pendant les jours et heures d'ouverture de la Mairie ou par écrit à l'adresse postale ou électronique à [mairie@monterfil.fr](mailto:mairie@monterfil.fr) à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur, Mairie de Monterfil 6 Rue de la Mairie 35160 MONTERFIL. Le dossier sera également consultable sur le site de la Commune : [www.monterfil.fr](http://www.monterfil.fr)

L237J11451

Liffré = Cormier  
COMMUNAUTÉ

### ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE PORTANT SUR LES PROJETS D'ÉLABORATION DU PLAN DE VALORISATION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (PVAP) DU SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE (SPR) ET DE CRÉATION D'UN PÉRIMÈTRE DÉLIMITÉ DES ABORDS (PDA) DES MONUMENTS HISTORIQUES SUR LA COMMUNE DE SAINT-AUBIN-DU-CORMIER

Par arrêté n° 2023-065, M. le Président de Liffré-Cormier Communauté a ordonné l'ouverture d'une enquête publique unique, du jeudi 07 décembre 2023 à 14h30 au mardi 09 janvier 2024 à 17h30 inclus (soit pendant 34 jours consécutifs) afin de recueillir les observations et propositions du public relatives au projet d'élaboration du Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP) du Site Patrimonial Remarquable (SPR), et au projet de création de d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) des Monuments Historiques sur la commune de Saint-Aubin-du-Cormier.

Les deux projets font l'objet d'une enquête publique groupée unique, régie par le code de l'environnement.

A cet effet, Madame Marie-Jacqueline MARCHAND a été désignée en qualité de commissaire-enquêtrice. Elle se tiendra à

la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions écrites et orales au Pôle social de Proximité situé 3 rue de la Libération 35140 Saint-Aubin-du-Cormier :

- Le 07 décembre 2023 de 14H30 à 17H30

- Le 20 décembre 2023 de 14H30 à 17H30

- Le 09 janvier 2024 de 14H30 à 17H30

Le dossier soumis à enquête publique comportera les pièces, éléments et une note de présentation de chacun des deux dossiers.

Le dossier d'enquête ainsi qu'un registre d'enquête, seront tenus à la disposition du public à l'accueil de la Mairie de Saint-Aubin-du-Cormier (Place de la Mairie, 35140 Saint-Aubin-du-Cormier), aux jours et heures habituels d'ouverture, soit de 9H00 à 12H00 et de 14H30 à 17H30 le lundi, mercredi et vendredi, de 9H00 à 12H le mardi et jeudi et de 9H00 à 11H30 le samedi, pendant toute la durée de l'enquête sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site Internet de Liffré-Cormier Communauté : [www.liffré-cormier.fr](http://www.liffré-cormier.fr) rubrique « Urbanisme et PLU-H ». Le site internet de la commune de Saint-Aubin-du-Cormier hébergera un lien direct vers la page sus-mentionnée.

Le public pourra consigner ses observations jusqu'au 09 janvier 2024 à 17H30 :

- Sur le registre d'enquête susmentionné ;

- Par courrier électronique à l'adresse : [pvap-pda.saintaubinducormier@liffré-cormier.fr](mailto:pvap-pda.saintaubinducormier@liffré-cormier.fr) ;

- Par voie postale, à l'adresse suivante : « Madame la commissaire-enquêtrice - Mairie de Saint-Aubin-du-Cormier - Place de la Mairie - 35140 Saint-Aubin-du-Cormier ».

Les observations et propositions du public transmises par voie postale et par voie électronique ainsi que les observations écrites reçues par la commissaire-enquêtrice lors des permanences seront consignées dans le registre d'enquête susmentionné.

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Liffré-Cormier Communauté, à la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ainsi qu'en Mairie de Saint-Aubin-du-Cormier, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Ils seront également consultables sur le site internet de Liffré-Cormier communauté. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Enfin, le projet de PVAP, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commissaire-enquêtrice, sera soumis à l'approbation du Conseil Communautaire de Liffré-Cormier Communauté.

Le projet de PDA, sera soumis au conseil communautaire de Liffré-Cormier pour accord en vue de la création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du code du Patrimoine.

Le PVAP et le PDA sont des servitudes d'utilité publique. Ils seront annexés au PLU de Saint-Aubin-du-Cormier conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

L237J11864

# TRIBUNAL DE COMMERCE

## CITÉ JUDICIAIRE

7, rue Pierre Abélard - CS 43124 - 35031 RENNES Cedex  
Parking Arsenal - Bus : lignes 5, 6 et 9 - Métro Charles de Gaulle et République

**GREFFE** : extrait K bis, bilans, nantissements, judiciaire, faillites  
Tél. 02 99 65 38 88

**RCS - CFE** : registre du commerce - formalités RCS  
Tél. 02 99 65 38 88 option 1

Ouvert du mardi au vendredi : 8 h 30 → 12 h 00 - 13 h 30 → 17 h 00  
Le lundi 10 h 00 → 12 h 00 - 13 h 30 → 17 h 00

## KYC infogreffe

La connaissance client authentique

Un outil de surveillance dédié à la connaissance du client basé sur les documents officiels et certifiés par les greffiers des tribunaux de commerce.



Lutte anti-blanchiment et contre le financement du terrorisme



Fraude et compliance



Gestion du risque client

KYC.INFOGREFFE.FR

## GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES

### REDRESSEMENTS JUDICIAIRES

(Jugement du 08 novembre 2023)

**SARL AG**, 4 Place Jane Beusnel, 35760 Montgermont, RCS RENNES 889 459 293, RM 889 459 293. Boulangerie, pâtisserie. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 13 janvier 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Lex Mj prise en la personne de Me Eric Margottin 29 Rue de Lorient 35000 Rennes Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013048-2023J00444

**SASU TETRAGONAL**, 11 Square de Varsovie, 35200 Rennes, RCS RENNES 900 429 994, RM 900 429 994. Entreprise de gros-oeuvre. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 8 mai 2022 désignant mandataire judiciaire SELARL Athena prise en la personne de Maître Charlotte Thirion 20 Boulevard d'Isly et 3 pl Gal Giraud Immeuble LES 3 SOLEILS 35000 Rennes Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553129074-2023J00446

### LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

(Jugement du 08 novembre 2023)

**SARLU AU PARADIS DE LA VIANDE**, 6 Place de la Mairie, 35290 Saint-Méen-Le-Grand, RCS RENNES 752 576 660, RM 752 576 660. Traiteur. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 8 mai 2022, désignant liquidateur SELARL David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 Rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013030-2023J00435

**SAS GG HOLDING**, 2 Rue des Chevrons, 35000 Rennes, RCS RENNES 828 049 437. Holding. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 21 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 Rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013033-2023J00443

**SARL VTC Bretagne Confort**, 55 Haute Noé, 35390 la Dominelais, RCS RENNES 828 460 980. Chauffeur Vtc, formation Vtc. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 8 mai 2022, désignant liquidateur SELARL Gopmj, prise en la personne de Maître Pauline Collin 4 Mail François Mitterrand 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013036-2023J00438

**SARL FAMEE**, 13 Rue de la Petite Haule, 35340 Ercé-Près-Liffré, autre établissement dans le ressort : 9A rue de Chatillon, 35000 RENNES, RCS RENNES 848 218 848. Édition et distribution vidéo. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 11 octobre 2023, désignant liquidateur SELARL Lex Mj prise en la personne de Me Eric Margottin 29 Rue de Lorient 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013039-2023J00442

**SAS BAPHILDAV**, 10 C Impasse du Héron, 35490 Sens-De-Bretagne, établissement principal : Lieudit les Saudrais, 35490 SENS DE BRETAGNE, RCS RENNES 848 369 161, RM 848 369 161. Crêpes et galettes. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 15 novembre 2022, désignant liquidateur SELARL Lex Mj prise en la personne de Me Eric Margottin 29 Rue de Lorient 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013042-2023J00437

**SARL ORCA FRENCH 35**, 2 Rue de l'Aff, 35137 Bédée, RCS RENNES 952 368 785. Négoce de produits funéraires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 12 octobre 2023, désignant liquidateur SELARL Gopmj, prise en la personne de Maître Pauline Collin 4 Mail François Mitterrand 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013060-2023J00439

### LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

(Jugement du 08 novembre 2023)

**SAS HELLO PNEU**, 118 Boulevard de Metz, 35000 Rennes, RCS RENNES 909 992 356. Equipements automobiles. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 8 mai 2022, désignant liquidateur SELARL Athena prise en la personne de Maître Charlotte Thirion 20 Boulevard d'Isly et 3 pl Gal Giraud Immeuble LES 3 SOLEILS 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013051-2023J00440

**SARL B/4**, 183 Boulevard de Laval, 35500 Vitré, RCS RENNES 910 386 812, RM 910 386 812. Restauration. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 juin 2023, désignant liquidateur SELARL Athena prise en la personne de Maître Charlotte Thirion 20 Boulevard d'Isly et 3 pl Gal Giraud Immeuble LES 3 SOLEILS 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013054-2023J00436

**SAS FRANCE RENOVATION ENERGIE (F.R.E.)**, 11 Rue de la Frébarrière, 35510 Cesson-Sévigné, RCS RENNES 922 903 810. Travaux d'installation thermique. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 28 février 2023, désignant liquidateur SELARL David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 Rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013057-2023J00445

**SARLU Virginie Créations d'Ongles**, 25 Rue de l'Étang du Diable, Centre Commercial, 35760 Saint-Grégoire, RCS RENNES 850 183 310, RM 850 183 310. Toutes prestations Onglerie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 octobre 2023, désignant liquidateur SELARL Gopmj, prise en la personne de Maître Pauline Collin 4 Mail François Mitterrand 35000 Rennes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.  
13501553013045-2023J00441

**SARL LEMOINE FINANCES SARL**, le Bourg, 22250 Lanrelas, RCS ST MALO 487 993 040. Holding. Jugement du tribunal de commerce de RENNES en date du 08/11/2023 a prononcé la liquidation judiciaire, sous le numéro 2023J00359 désigne liquidateur David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 RENNES CEDEX, autorise le maintien de l'activité jusqu'au 10/11/2023.  
13501553099383-2023J00359

### CONVERSION REDRESSEMENTS JUDICIAIRES EN LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

(Jugement du 08 novembre 2023)

**SARL ENTREPRISE LEMOINE PIERRICK**, 15 Rue du Champ Morin, Zone Artisanale la Gautrais, 35360 Montauban-De-Bretagne, RCS RENNES 347 858 094, RM 347 858 094. Installations eau, gaz, électricité. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 Rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 Rennes. Autorise le maintien de l'activité jusqu'au 10 novembre 2023.  
13501553129067-2023J00358

**SARL HéraclèsFit**, 2 Place Vert Buisson, Centre Commercial Cap Vert, 35170 Bruz, RCS RENNES 918 866 823. Salle de sport. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL Lex Mj prise en la personne de Me Eric Margottin 29 Rue de Lorient 35000 Rennes.  
13501553129077-2023J00151

**SARL AGENCE DE COURTAGE DES TRAVAUX ET DE L'HABITAT (A.C.T.H.)**, 11bis Rue de la Frébarrière, 35510 Cesson-Sévigné, RCS RENNES 819 971 227. Vente de biens d'équipements pour l'habitat. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL David-Goic & Associés, prise en la personne de Me Benjamin Brillaud 39 Rue du Capitaine Maignan CS 34433 35044 Rennes.  
13501553129070-2023J00433

WWW.7JOURS.FR



## GREFFE EXTÉRIEUR

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE LORIENT

#### Jugement du 10 novembre 2023 - Conversion en liquidation judiciaire

**SARL GLAZ tech + fi**, 24 Place de l'Église, 56270 Ploemeur, RCS LORIENT 449 159 557. Autre distribution de crédit. Jugement du Tribunal de Commerce de Lorient en date du 10/11/2023 prononçant la conversion en liquidation judiciaire. Liquidateur judiciaire : FIDES prise en la personne de Maître Bernard CORRE 1 rue Honoré d'Estienne d'Orves 56100 Lorient.

13501553271046-2023B00639

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA ROCHE SUR YON

#### Jugement du 8 novembre 2023 - Liquidation judiciaire

**SAS HABITAT PRO SOLUTIONS**, Rue Titouan Lamazou, Parc Actilonne, Olonne sur Mer, 85340 les Sables-D'Olonne, RCS LA ROCHE SUR YON 487 613 275. Travaux d'isolation. Jugement du tribunal de commerce de LA ROCHE-SUR-YON en date du 08/11/2023 prononçant la liquidation judiciaire, et désignant liquidateur SELARL HUMEAU en la personne de Maître Thomas HUMEAU 118 Bd Aristide Briand 85000 LA ROCHE SUR YON, SELARL PELLETTIER ET ASSOCIES MANDATAIRES JUDICIAIRES prise en la personne de Maître Nicolas PELLETTIER 52-56 Rue Molière 85000 La Roche-Sur-Yon.. Avec poursuite d'activité jusqu'au 06/12/2023.

13501553269857-2023B00240

### TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT MALO

#### Jugement du 8 novembre 2023 - Redressement judiciaire

**SARL DSL**, 7 Rue Jean Charcot, 35720 Mesnil-Roc'h, RCS ST MALO 850 358 938. Commerce d'alimentation générale. Jugement du tribunal de commerce de Saint-Malo prononçant en date du 08 Novembre 2023 l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 01 Septembre 2023, désignant administrateur SELARL AJIRE prise en la personne de Me MERLY 6, Cours Raphaël Binet - «LE MAGISTER» - CS 76531 - 35065 Rennes avec les pouvoirs : d'administrer l'entreprise, mandataire judiciaire SELARL TCA prise en la personne de Maître François TREMELOT. 3, rue du Bois Herveau - 35400 Saint-Malo.

13501553269338-2019B00989

## CONSTITUTIONS

Suivant acte s.s.p. du 06.11.2023, il a été constitué une société par actions simplifiée (à associé unique), ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **BAMACA**.

Objet : la prise de participation au capital de toutes sociétés ; l'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement ; l'acquisition, la propriété, l'administration, l'exploitation et la cession éventuelle de tous biens et droits immobiliers.

Siège : Bât. O, Entrée Nord, Parc d'Affaires de la Brèche, Avenue St-Vincent, 35760 ST-GRÉGOIRE.

Durée : jusqu'au 31.12.2100.

Capital : 10.000 € (apport en numéraire).

Admission aux assemblées - droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent ; chaque action donnant droit à une voix au moins.

Agrément : Les actions peuvent être transmises librement entre associés. Elles ne peuvent être transmises à des tiers étrangers à la Société qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Président : M. Romuald LE SCODAN, demeurant 6 rue de la Pompe, 35000 RENNES.

Immatriculation : RCS RENNES.  
Pour avis, le fondateur.

L237J11535



28 rue Alphonse Legault à BRUZ (35170)

### AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte authentique reçu par Maître Aurélie JOUIN, notaire salariée à BRUZ, en date du 9 novembre 2023

Dénomination : SCI MPS Immo.

Forme : Société civile immobilière.

Siège social : 29 rue du Général Leclerc, 35580 Guichen.

Objet : Vente, acquisition, gestion, et, plus généralement, exploitation par location ou autrement de tous biens ou droits immobiliers.

Durée de la société : 99 années(s).

Capital social fixe : 1000 euros  
Cession de parts et agrément : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Toutes autres opérations sont soumises à l'agrément de la société..

Gérant : Monsieur Jérôme MARTIN, demeurant 1 rue Paul Sérusier, 35580 Guichen

Gérant : Monsieur Benjamin PIEL, demeurant 6 La Pitchoisière, 35580 Guichen

Gérant : Monsieur Samuel SALMON, demeurant 8 rue Frère Henri, 35000 Rennes

La société sera immatriculée au RCS de Rennes. 28 rue Alphonse Legault à BRUZ (35170)

L237J11677



TRENTE  
CINQ  
NOTAIRES

28 rue Alphonse Legault à BRUZ (35170)

### AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte authentique reçu par Maître Aurélie JOUIN, notaire salariée à BRUZ, en date du 9 novembre 2023

Dénomination : SAS Sam Régat.

Forme : Société par actions simplifiée.  
Siège social : 46 rue du Général Leclerc, 35580 Guichen.

Objet : La restauration sur place ou à emporter.

Durée de la société : 99 années(s).

Capital social fixe : 3000 euros

Cession d'actions et agrément : Les actions sont librement cessibles entre associés. Toutes autres opérations sont soumises à l'agrément de la société.

Admission aux assemblées générales et exercice du droit de vote : Dans les conditions statutaires et légales.

Ont été nommés :  
Président : Monsieur Samuel SALMON 8 rue Frère Henri 35000 Rennes.

La société sera immatriculée au RCS de Rennes.

L237J11690

ATTESTATION  
DE PARUTION  
IMMÉDIATE

## CONSTITUTIONS



### MR CONSEILS

Société à responsabilité limitée  
au capital de 2 000 euros  
Siège social : 24 Hameau Mère Teresa  
35410 DOMLOUP

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à DOMLOUP du 9 novembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : MR CONSEILS

Siège social : 24 Hameau Mère Teresa, 35410 DOMLOUP

Objet social : Toutes activités d'agence de presse

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 2 000,00 euros  
Gérance : Monsieur Miguel RUIS, demeurant 24 Hameau Mère Teresa 35410 DOMLOUP, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de RENNES.

Pour avis  
La Gérance

L237J11698



### VIRENOV

Société à responsabilité limitée  
au capital de 2 000 euros  
Siège social : 38 Les Musses  
35150 AMANLIS

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature électronique privée, conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, le 8 novembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : VIRENOV

Siège social : 38 Les Musses, 35150 AMANLIS

Objet social : Tous travaux d'électricité et plomberie dans tous locaux et prestations annexes à ces activités

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 2 000 euros

Gérance : Monsieur Pierre VIGNON, demeurant 38 Les Musses 35150 AMANLIS, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de RENNES.

Pour avis  
La Gérance

L237J11719

Avis est donné de la constitution d'une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : Société civile immobilière. Dénomination sociale : **TM Immobilier**. Siège social : 14 Rue du Mont Saint-Michel La Bergerie 35610 TRANS-LA-FORET. Objet social : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles, droits ou biens immobiliers ; La négociation, la

conclusion, la réalisation de toutes opérations conformes au présent objet civil et susceptibles de favoriser le développement dudit objet, et notamment de toutes opérations de financement, et l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties personnelles ou réelles (et notamment hypothécaires) sur l'actif social ; Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil, notamment l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties réelles sur des opérations conformes au présent objet ; Durée : 99 ans. Capital social : 1.000 euros, par apport en numéraire. Gérance : M. Mourad TOUMI sis 14 Rue du Mont Saint-Michel La Bergerie 35610 TRANS-LA-FORET sans limitation de durée. Cessions de parts ; agrément requis pour toute cession. RCS SAINT MALO. Pour avis.

L237J11721

## In Extenso

Experts-Comptables

Aux termes d'un acte SSP en date à SAINT JACQUES DE LA LANDE du 3 Novembre 2023, il a été constitué une société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 1.000 euros dont la dénomination est : JAKAA ; Siège social : 62 rue de la Pilate - 35136 SAINT JACQUES DE LA LANDE ; Objet social : Cabinet de Conseil aux Entreprises spécialisé en Stratégie Générale d'Entreprise, Marketing, Communication et Management ; Toutes interventions en matière de formation ; La réalisation de prestations administratives, commerciales, techniques ou intellectuelles ; Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS ; Gérance : M. Alexis PRIGENT demeurant 62 rue de la Pilate - 35136 SAINT JACQUES DE LA LANDE ; Immatriculation au RCS de RENNES.

L237J11755



### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 8 novembre 2023, il a été constitué la société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **MPDLZ**

Forme : Société par actions simplifiée à associé unique

Capital : 100 €

Siège social : 1, la pagerie - 35340 LIFFRE

Durée : 99 ans

Objet social : Prestations de conseils et de sous traitance se rattachant à la conception, la création, la réalisation, la communication, distribution, représentation, la maintenance de produits et de services dans le domaine des thérapies douces.

Présidente : Mme Marie DELANEZ 1,

la pagerie - 35340 LIFFRE

Immatriculation au R.C.S de RENNES

Pour avis,

Le Président

L237J11757

POUR RETROUVER  
CHAQUE SEMAINE  
L'ACTUALITÉ DE VOTRE  
RÉGION  
ABONNEZ-VOUS

## CONSTITUTIONS



### DANIEL AVOCATS ET ASSOCIES

Société d'Avocats  
107, Avenue Henri Fréville  
et 2 rue d'Espagne  
35202 RENNES CÉDEX 2

### AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous signature électronique en date du 7 novembre 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

- Forme : Société Civile Immobilière  
- Dénomination sociale : EVA IMMO COMMERCIE

- Siège social : 15, Boulevard de la Tour d'Auvergne 35000 RENNES

- Capital : 300 € divisé en 300 parts sociales de 1 € chacune

- La société a pour objet : L'achat, la vente, la propriété, la gestion et la mise en valeur de tous immeubles bâtis et non bâtis dont la société pourra devenir propriétaire par voie d'attribution, acquisition, échange, apport, construction ou autrement ; L'administration et l'exploitation, notamment par la location, des biens sus-indiqués ; L'acquisition, la propriété, la vente pour son propre compte de tous investissements financiers, tels que titres, valeurs mobilières, droits sociaux de toute nature, à l'exclusion de ceux entraînant pour leur titulaire la qualité de commerçant ; L'emprunt de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet ci-dessus, avec ou sans garantie hypothécaire, tous placements de capitaux sous toutes formes ; Et généralement, tous actes et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ; la société peut notamment constituer hypothèque ou toute caution hypothécaire ainsi que toute autre sûreté réelle sur les biens sociaux, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.

- Durée : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES.

- Gérance : est nommé gérant pour une durée indéterminée : Monsieur Franck GUENNO demeurant à RENNES (35000), 15, Boulevard de la Tour d'Auvergne.

- Cession des parts : Les parts sociales ne peuvent être cédées à d'autres personnes y compris entre associés qu'après agrément préalable du cessionnaire proposé par les associés se prononçant dans les conditions prévues à l'article 26 des statuts pour les décisions extraordinaires, l'associé cédant prenant part au vote.  
Pour avis, le gérant.

L237J11792

## CUBE AVOCATS

SOCIÉTÉS D'AVOCATS

Arnaud KERMARREC Nolwenn LANTRIN  
Guillaume LE COURIAUD

Suivant acte s.s.p. du 14.11.2023, il a été constituée une société par actions simplifiée (à associé unique), ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : ARTI.

Objet : la prise de participation au capital de toutes sociétés ; l'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement ; l'acquisition, la propriété, l'administration, l'exploitation et la cession éventuelle de tous biens et droits immobiliers.

Siège : Bât. O, Entrée Nord, Parc d'Affaires de la Brétèche, Avenue St-Vincent, 35760 ST-GRÉGOIRE.

Durée : jusqu'au 31.12.2100.

Capital : 10.000 € (apport en numéraire).

Admission aux assemblées - droit de vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent ; chaque action donnant droit à une voix au moins.

Agrément : Les actions peuvent être transmises librement entre associés.

Elles ne peuvent être transmises à des tiers étrangers à la Société qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Président : M. Xavier ARTIGNAN, demeurant 19 rue Anatole Le Braz, 35700 RENNES.

Immatriculation : RCS RENNES.

Pour avis, le fondateur.

L237J11810



### LUCAS P

Société à responsabilité limitée  
au capital de 10 000 euros  
Siège social : 1B rue du Fougeray  
35500 VITRE

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature électronique privée, conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, le 10 novembre 2023, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Dénomination sociale : LUCAS P

Siège social : 1B rue du Fougeray, 35500 VITRE

Objet social : La promotion immobilière et l'investissement immobilier

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 10 000 euros

Gérance : Monsieur Maxime LUCAS, demeurant 42 rue Emilia Lebreton 35500 VITRE

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de RENNES.

Pour avis. La Gérance

L237J11815

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : Conseil MEM

Forme sociale : Société A Responsabilité Limitée à associé unique

Siège social : 15 Rue du Douet 35510 CESSON SEVIGNE

Objet social : Toutes prestations de conseil, assistance, accompagnement et formation en matière de stratégie, management, organisation et communication auprès des particuliers, entreprises et collectivités. La souscription, l'acquisition et la gestion de tous titres de participations dans des sociétés exerçant une des activités ci-dessus ;

Durée de la société : 99 ans

Capital social : 1 euro par apport en numéraire

Gérance : M. Pierre ROUSSEAU sis 15 Rue du Douet 35510 CESSON SEVIGNE sans limitation de durée.

RCS RENNES. Pour avis.

L237J11821

Dénomination sociale : ROMO MA-  
CONNERIE

date ssp 14/11/2023

Forme juridique : Société par actions simplifiée Unipersonnelle

Siège social : 90, Bis Rue de Fougères 35700 RENNES

Durée : 99 ans

Objet social : Travaux de maçonnerie générale

Capital social : 1000 Euros

Présidence: TOUFIQ Mohammed, 124 Rue des Papillons 41200 ROMORANTIN LANTHENAY

La société sera immatriculée au R.C.S. de RENNES

L237J11830

7Jours

Fonctionne en régie publicitaire  
sur toute la France

## In Extenso

Experts-Comptables

Aux termes d'un acte SSP en date à BOURGARRÉ du 25 octobre 2023, il a été constituée une société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont la dénomination est TREGOR KM ASSOCIES ; siège social : 13 Rue de la Bergeronnette 35520 BOURGARRÉ ; Objet social : La propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement d'immeubles, bâti ou non bâtis, dont elle pourrait devenir propriétaire en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement ; ; Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS ; Gérance : Monsieur Kevin SPETER demeurant 123 Fénicat 35170 BRUZ et Monsieur Mikael MAHÉ demeurant 13 Rue de la Bergeronnette 35520 BOURGARRÉ ; Clauses d'agrément : les parts ne peuvent être transmises, qu'après agrément préalable donné par décision collective extraordinaire adoptée à la majorité absolue des trois quarts des voix attachées aux parts sociales ; Immatriculation au RCS de RENNES.

L237J11882

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : LAL

Forme sociale : Société civile immobilière

Siège social : 25 Rue Notre Dame 35270 COMBOURG

Objet social : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles, droits ou biens immobiliers ; La négociation, la conclusion, la réalisation de toutes opérations conformes au présent objet civil et susceptibles de favoriser le développement dudit objet, et notamment de toutes opérations de financement, et l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties personnelles ou réelles (et notamment hypothécaires) sur l'actif social ; Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil, notamment l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties réelles sur des opérations conformes au présent objet.

Durée de la société : 99 ans

Capital social : 1000 euros par apports en numéraire

Gérance : M. Ludwig ROLANDO sis 25 Rue Notre Dame 35270 COMBOURG sans limitation de durée.

RCS SAINT MALO. Pour avis.

L237J11886

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : Conseil MEM

Forme sociale : Société A Responsabilité Limitée à associé unique

Siège social : 15 Rue du Douet 35510 CESSON SEVIGNE

Objet social : Toutes prestations de conseil, assistance, accompagnement et formation en matière de stratégie, management, organisation et communication auprès des particuliers, entreprises et collectivités. La souscription, l'acquisition et la gestion de tous titres de participations dans des sociétés exerçant une des activités ci-dessus ;

Durée de la société : 99 ans

Capital social : 1 euro par apport en numéraire

Gérance : M. Pierre ROUSSEAU sis 15 Rue du Douet 35510 CESSON SEVIGNE sans limitation de durée.

RCS RENNES. Pour avis.

L237J11830

## EVOLIS AVOCATS

40 Bd de la Tour d'Auvergne  
35065 RENNES CEDEX

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 novembre 2023, il a été constituée une société commerciale présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par Actions Simplifiée

Dénomination : SOULEIADO

Siège social : Zone Artisanale Actipôle - 15 rue de Saint Coublan 35540 MI-  
NIAC-MORVAN

Objet :

La production et la commercialisation d'énergies renouvelables, notamment à partir de panneaux photovoltaïques mais également de tout procédé existant (éolien, méthanisation...) ou non à ce jour ;

La souscription, l'acquisition et la gestion de tous titres de participation et de placement, et de toutes valeurs mobilières ;

La gestion et l'administration de tous biens meubles et immeubles ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini ou à tout autre objet similaire ou connexe de la manière la plus étendue.

Durée : 99 années à compter du jour de son immatriculation au R.C.S.

Capital social : 100 €  
Président : La société EMERAUDE EN-  
ERGIE, S.A.S. au capital de 1.000 € dont le siège est situé à RENNES Le Mabily 2 rue de la Mabilais, identifiée sous le numéro 890 259 146 RCS RENNES.

Forme et cession des actions : Toutes les actions sont nominatives. Les cessions d'actions entre associés peuvent être effectuées librement. Toute autre cession est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

Assemblées générales : Les assemblées générales se composent de tous les associés sans restriction particulière. Un associé peut toutefois y être représenté par un autre associé ou le Président. Chaque membre a autant de voix qu'il possède et représente d'actions sans limitation.

Immatriculation : R.C.S. SAINT MALO.

Pour avis  
M. Xavier BOREL,

Spécialement mandaté à cet effet par l'associé fondateur

L237J11894

## CUBE AVOCATS

SOCIÉTÉS D'AVOCATS

Arnaud KERMARREC Nolwenn LANTRIN  
Guillaume LE COURIAUD

### AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé du 14 novembre 2023, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : Différentes

Forme sociale : société à responsabilité limitée

Siège social : 16 rue André Pailheret - 35000 RENNES

Objet social : holding

Durée de la Société : 99 ans

Capital social : 2 050 €. Apports en numéraire : 1 050 €. Apports en nature : 1 000 € - apport de 1 000 actions de la SAS diFferent.e - RCS RENNES 920 921 210)

Cogérantes : Madame Valérie CHA-  
PON demeurant 16 rue André Pailheret à 35000 RENNES et Madame Pénélope THIEBAUT demeurant 45 rue Saint Me-  
laine à 35000 RENNES

Cession des parts : agrément des cessions de parts par décision collective extraordinaire des associés

Immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de RENNES.

La cogérance

L237J11901

## In Extenso

Experts-Comptables

Aux termes d'un acte SSP en date à RENNES du 15 Novembre 2023, il a été constituée une société civile immobilière au capital de 1.000 euros dont la dénomination est CÉZEMBRE ; siège social : 35 Rue Guillotin de Corson 35000 RENNES ; Objet social : La propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement d'immeubles, bâti ou non bâtis, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement ; Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS ; Gérance : M. Benoit VAN DEN BOSSCHE et Mme Marie VAN DEN BOSSCHE demeurant ensemble 35 Rue Guillotin de Corson 35000 RENNES ; Clauses d'agrément : les parts ne peuvent être transmises, qu'après agrément préalable donné par décision collective extraordinaire adoptée à la majorité absolue des trois quarts des voix attachées aux parts sociales ; Immatriculation au RCS de RENNES.

L237J11908

ATTESTATION  
DE PARUTION  
IMMÉDIATE



## MODIFICATIONS

### STUPEAD PRODUCTION

SARL au capital de 1000 €  
Ss : lieu-dit Le Champ Courtin  
35250 MELESSE  
829 189 000 RCS RENNES

### AVIS DE MODIFICATION

Aux termes de l'AGE du 01/06/2023, il a été décidé, à compter du même jour, de transférer le siège social à «Avenue du Phare de la Balue - 35520 LA MEZIERE» ;

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

L237J11309

### CONCEPTUAL

Société par actions simplifiée  
au capital de 1.000 euros  
Ancien siège social : 27, Boulevard  
Charles Peguy - 35700 RENNES  
Nouveau siège social :  
18, rue de la Fleurialis 35500 VITRE  
523 701 720 RCS RENNES

Par décisions du 07/10/2023, la SARL 13AJOUR (978 991 636 RCS RENNES, siège social : 18, rue de la Fleurialis 35500 VITRE), associée unique, (i) a constaté la démission de la SARL FACTUAL (500 853 924 RCS RENNES) de ses fonctions de Présidente à compter du 07/10/2023, (ii) s'est nommée aux fonctions de Présidente à compter du 07/10/2023 et sans limitation de durée, et (iii) a transféré le siège social de la Société du 27, Boulevard Charles Peguy 35700 RENNES au 18, rue de la Fleurialis 35500 VITRE à compter du 07/10/2023. Mme Adélaïde MONCORPUS née JOURDAIN a été nommée représentante permanente de la SARL 13AJOUR dans la Société CONCEPTUAL. L'article 4 des statuts a été modifié. RCS RENNES. Pour avis.

L237J11433

### DE LA TRANSHUMANCE

Société à responsabilité limitée  
au capital de 10.000 euros  
Siège social : 31, rue Gilles de Roberval  
35340 LIFFRE  
840 378 780 RCS RENNES

Par décisions unanimes des associés du 01/11/2023, il a été constaté la démission de Mélissa MALVOISIN sise 10 Launay Pavrel 35140 MEZIERES-SUR-  
COUESNON à compter du 30/10/2023 inclus. RCS RENNES. Pour avis.

L237J11440

### LE COMPTOIR DES SAVEURS

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 5.200 euros  
Siège social : 3, rue Gilles de Roberval  
ZA de Beaugé - 35340 LIFFRE  
438 733 743 RCS RENNES

Par décisions de l'associée unique du 03/11/2023, il a été constaté la démission de Mélissa MALVOISIN sise 10 Launay Pavrel 35140 MEZIERES-SUR-  
COUESNON à compter du 30/10/2023 inclus. RCS RENNES. Pour avis.

L237J11444

### CABINET VAZEL ET ASSOCIÉS

Société d'Avocat  
167 Route de Lorient  
Parc Monier - Le Cassiopée  
35000 RENNES



### MB PARTICIPATIONS

Société par actions simplifiée  
au capital de 108 000 euros  
Siège social : SAINT GREGOIRE (35760)  
10 Rue de la Belle Ecuelle  
RCS RENNES 484 731 856

### AVIS

L'AG du 08/11/2023 a décidé la transformation de la société à responsabilité en société par actions simplifiée à compter du même jour.

Administration : Michel BALLET, gérant devenant président, et Catherine BALLET nommée directrice générale demeurant à ST GREGOIRE (35760) 10 Rue de la Belle Ecuelle.

Admission aux assemblées : tout associé a le droit d'y participer ; transmission des actions : droit de préemption des associés et agrément par les dirigeants ; exercice du droit de vote : proportionnel à la quotité du capital, une action égale une voix.

Les mentions antérieures propres aux SARL sont supprimées.

La même assemblée a décidé de : transférer à ST GREGOIRE (35760) 10 Rue de la Belle Ecuelle, le siège social précédemment fixé à ST GREGOIRE (35762) 8 Rue de Belle Ille BP66238 ; étendre l'objet social à l'import export, l'achat, la vente, la commercialisation par tous moyens de tous objets miniatures de collection, objets de collection ou publicitaires ; et de supprimer de l'objet l'étude, la production, la promotion, la commercialisation (y compris le rôle d'agent commercial), l'importation et l'exportation de produits en tous genres (nutrition animale, pharmacie animale, etc) pour toutes espèces animales, la recherche et le développement, le marketing et l'assistance technique dans le domaine de la nutrition animale ainsi que la commercialisation de tous produits liés à cette activité, tant pour son compte que pour le compte de tiers, directement ou indirectement.

L237J11598

### VAGBIO

Société à responsabilité limitée  
de l'économie sociale et solidaire  
Au capital de 10.000 euros  
Siège social : ZAC de la Goulgatière - Rue  
Fabien Burel 35220 CHATEAUBOURG  
885 409 110 RCS RENNES

Le 28/04/2023, l'AG mixte se prononçant dans le cadre des dispositions de l'article L. 223-42 du Code de Commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société. RCS RENNES. Pour avis.

L237J11600

### DP2I

SARL au Capital de 100.000 Euros  
49 rue de Ponthieu - 75008 PARIS  
RCS PARIS 438 996 951

En date du 27/10/2023, l'associé unique transfère le siège social de la société au 21 rue des Marins - 35870 LE MINIHIC SUR FRANCE. Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Gérance : M. Olivier GAUTHY demeurant Les Hayes 35740 Pace  
Une mention sera faite au RCS de PARIS et RENNES

L237J11624

### GALIAN

SAS au capital de 100.000 €  
porté à 320.000 €  
Siège social : 10 Rue de la Godmondrière  
35000 RENNES  
852 299 031 RCS RENNES

Par décisions unanimes des associés du 04/11/2023, il a été décidé d'augmenter le capital social de 220.000 €, pour le porter de 100.000 € à 320.000 €, par création de 22.000 actions nouvelles à libérer par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Pour avis, Le Président.

L237J11635



### DANIEL AVOCATS ET ASSOCIES

Société d'Avocats  
107, Avenue Henri Fréville  
et 2 rue d'Espagne  
35202 RENNES CÉDEX 2

### GROUPE TOYA

Société par actions simplifiée  
au capital de 1.000 €  
Siège social : 18, Allée du Badier  
35135 CHANTEPIE  
RCS RENNES 919 399 204

### AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 4 novembre 2023, la collectivité des associés a décidé d'augmenter le capital social d'un montant de 835.000 € pour le porter de 1.000 € à 836.000 € par émission de 83.500 actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 € chacune, entièrement libérées.

Le capital social est désormais fixé à 836.000 €, divisé en 83.600 actions.

Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis, Le Président.

L237J11645

### SCI DORNER

SCI au capital de 195.390,00 €  
4 B rue Saint-Martin Castel Saint Martin  
35700 RENNES  
RCS RENNES 420 575 425

Aux termes du PV d'AG en date du 06/11/2023, il a été décidé de nommer en qualité de co-gérant Monsieur Boris DORNER domicilié à SINGAPOUR (258371) 3 Nassim Road Nassim Jade Unit 02-06. Pour avis.

L237J11662

### STRATÉYS

Avocats et Stratégie d'Entreprise

1C allée Ermengarde d'Anjou  
ZAC Atalante Champeaux  
CS 91124 - 35011 RENNES CEDEX

### HORTUS PATRIMOINE ET ASSOCIES

Société à Actions Simplifiée de type unipersonnel au capital social de 10 551 €  
Ancien siège social : 2, bis rue Descartes à (35000) RENNES  
Nouveau siège social :  
314 rue de Fougères à (35700) RENNES  
RCS RENNES n° 517 976 460

### TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

L'Associée unique a par décisions en date du 9 novembre 2023, décidé de transférer le siège social du « 2, bis rue Descartes à (35000) RENNES » au « 314 rue de Fougères à (35700) RENNES » avec effet au 27 septembre 2023.

L'article 3 « Siège social » des statuts sociaux a été modifié corrélativement.

Pour avis, Le Président

L237J11683

### AGENC' & VOUS

Société à responsabilité limitée  
au capital de 20.000 euros  
Siège social 18, Le Breil Caulnette  
35720 PLEUGUENEUC  
901 991 042 RCS SAINT-MALO

Par acte constatant les décisions unanimes des associés en date du 22/09/2023, il a été pris acte de la démission de Mme Mégane DORIZON sise 18, Le Breil Caulnette - 35720 PLEUGUENEUC de son mandat de cogérante de la Société à compter de ce même jour. Modification sera faite au RCS de SAINT-MALO. Pour avis, La Gérance.

L237J11691

### In Extenso

Experts-Comptables

### AU FIL DES FOURNEES

Société à responsabilité limitée  
au capital de 5.000 euros  
Siège social : 5 rue Joseph Tronchet  
35460 SAINT-BRICE-EN-COGLES  
831 134 382 R.C.S. RENNES  
Nouveau siège social : 20, Les Comptants  
22510 TREBRY

### MODIFICATIONS STATUTAIRES DIVERSES

Aux termes d'une AGE en date du 24 octobre 2023, les associés ont :

- décidé de modifier l'objet social qui sera désormais rédigé comme suit «Lachat et la vente de pièces automobiles, l'entretien et la réparation de pièces automobiles et toutes activités connexes», à compter du 24 octobre 2023 et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts ;

- décidé de modifier la dénomination sociale de la Société qui sera désormais «MX LIGHT 924», à compter du 24 octobre 2023 et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts ;

- décidé de transférer le siège social du «5 rue Joseph Tronchet 35460 SAINT-BRICE-EN-COGLES» au «20 Les Comptants 22510 TREBRY», à compter du 24 octobre 2023, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

- constaté la démission de Madame Aurore OUBRON de son mandat de gérante et de ses fonctions, sans procéder à son remplacement et ce à compter de ce jour.

Gérance : Monsieur Nicolas LEGER, demeurant à TREBRY (22510), 20 Les Comptants.

Pour avis,  
La Gérance

L237J11726

CABINET ALAIN GORRET  
NICOLAS MARUELLE  
Espace performance  
Centre Alphas Bat H1  
35760 SAINT-GREGOIRE  
02 99 23 03 22



SELARL DOCTEUR KARINE HAMELIN au capital de 1000 € Siège social : 6, Bd de la Boutière 35760 SAINT GREGOIRE RCS RENNES 820 501 138. Suivant procès-verbal des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 6/11/2023, Madame Karine HAMELIN, associée unique de la SELARL DOCTEUR HAMELIN a décidé de modifier à compter du 6/11/2023, la dénomination sociale de la Société SELARL DOCTEUR KARINE HAMELIN et de la remplacer par SELARL DOCTEUR KARINE JOURDAN. Pour avis.

L237J11744

### MOD ALL

SAS au capital 85 250€  
Siège : 2 rue de l'Hôtel Dieu  
35000 RENNES  
SIREN 842006918 RCS RENNES

Suite à l'AGE en date du 4 septembre 2023, il a été décidé à l'unanimité des associés :

La modification du capital actuel en capital variable :  
capital plancher fixé à dix mille euros et le capital maximum à un million d'euros avec effet immédiat  
Mention sera faite au RCS de Rennes

Pour Avis

L237J11749

### SARL ABAAC CONDUITE

SARL au capital de 15.244,90 €  
Siège Social : 1 rue de la Mabilais  
35000 RENNES  
RCS RENNES 402 122 444

Aux termes d'une délibération en date du 23/10/2023, l'AGE a nommé M. Thomas ANNEZO demeurant à PLEUGUENEUC (35137), 2 rue de l'Herminie, aux fonctions de gérant pour une durée indéterminée, à compter de cette même date, en remplacement de M. Alain ANNEZO, gérant démissionnaire.

Pour avis, La Gérance

L237J11756



SUIVEZ-NOUS SUR



## MODIFICATIONS

### PER BRUZ

SARL au capital de 10.000 €  
Siège social : 1 avenue Alphonse Legault  
35170 BRUZ  
533 348 835 RCS RENNES

Par AGM du 31/03/2023, l'assemblée générale, statuant dans le cadre des dispositions de l'article L. 223-42 du Code de Commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société. RCS RENNES. Pour avis.  
L237J11759

### BREIZH'COOL

Société à responsabilité limitée  
au capital de 10.000 euros  
Siège social : 5, Avenue du Chevré  
35690 ACIGNE  
841 699 739 RCS RENNES  
Par décisions collectives des associés du 01/01/2023, il a été constaté la démission de M. Philippe PERI de ses fonctions de cogérant à compter du 01/01/2023. L'article 17 des statuts a été modifié. Mention sera faite au RCS de RENNES. Pour avis.  
L237J11807

## STRATÉYS

Avocats et Stratégie d'Entreprise

1C allée Ermengarde d'Anjou  
ZAC Atalante Champeaux  
CS 91124 - 35011 RENNES CEDEX

### BRETAGNE SANTE REFERENCE

Société par Actions Simplifiée à Capital Variable au capital social de 14 500 € et au capital plancher de 2 000 €  
Ancien siège social : 13 avenue du Maréchal Foch à (29400) LANDIVISIAU  
Nouveau siège social :  
20 Place Saint Melaine - Centre Commercial Saint Melaine à (35740) PACE  
RCS BREST n°528 624 661

### TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Aux termes d'un procès-verbal de constatation du consentement unanime des associés en date du 14 novembre 2023, l'Ensemble des Associés a décidé de transférer le siège social sis 13 avenue du Maréchal Foch à (29400) LANDIVISIAU vers 20 Place Saint Melaine Centre Commercial Saint Melaine à (35740) PACE, et ce, à compter du même jour.

L'article 4 « Siège social » des statuts sociaux a été modifié corrélativement. Les dépôts légaux seront effectués aux Greffes des Tribunaux de Commerce de RENNES et BREST.

La société sera désormais immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de RENNES.

Elle a pour Président, Monsieur Sébastien TEMPLE, demeurant 5, Le Gon à (35740) PACE.

Pour avis, Le Président.

L237J11835

### BRYON AUTO

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 4.000 euros  
Siège social : ZA La Hallerais  
2, Rue du Bois de Soeuvres  
35770 VERN-SUR-SEICHE  
789 544 517 RCS RENNES

Par décisions du 13/11/2023, l'associée unique a constaté la démission de M. Arsen GAZARYAN, sis 3, La Benairie 35410 CHATEAUGIRON, de ses fonctions de gérant à compter du 13/11/2023 et a nommé M. Robert MARTIROSYAN, sis 9 rue des Moulins 35235 THORIGNE-FOUILLARD, en qualité de gérant, sans limitation de durée, à compter du 13/11/2023. RCS RENNES. Pour avis.  
L237J11850

annoncelegale@7jours.fr



Laure ATHENOUX &  
Rémi CHARLES  
NOTAIRES ASSOCIES  
83170 BRIGNOLES

SCI PLERIN ONE  
SCI au capital de 1000 €  
Siège social :  
10 AV DES TOUCHES 35740 Pacé  
802 381 772 RCS de Rennes  
L'AGE du 21/09/2023 a décidé de transférer le siège social 60 Chemin des Borie 13821 La Penne-sur-Huveaune, à compter du 21/09/2023.  
Radiation au RCS de Rennes et réimmatriculation au RCS de Marseille  
L237J11881

CABINET ALAIN GORRET  
NICOLAS MARUELLE  
Espace performance  
Centre Alphasit Bat H1  
35760 SAINT-GREGOIRE  
02 99 23 03 22



### AVIS

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 20/07/2023, les associés de la SOCIETE CIVILE DE MOYENS DEPARTEMENT ANESTHESIE REANIMATION, Société Civile de Moyens au capital de 9 646,92 €, RCS RENNES 421 847 526, dont le siège social est fixé 6, boulevard de la Boutière à SAINT-GREGOIRE (35 760), ont décidé, à compter du 01/06/2023 :

- De réduire le capital social de 137,16 euros pour le porter de 9 646,92 € à 9 509,76 € par rachat puis annulation de NEUF (9) parts sociales numérotées 34 à 36 incluse, 54 à 56 incluse et 118 à 120 incluse.

L'article 8 des statuts a été modifié corrélativement.

Le dépôt des pièces sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de RENNES

Pour avis.

L237J11906



### DFM

Société civile immobilière  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 6 passage de l'Octroi  
35150 JANZE  
809 466 428 RCS RENNES

### TRANSFERT DE SIEGE

Aux termes d'une délibération en date du 6 juin 2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social du 6 passage de l'Octroi 35150 JANZE au 17 bis rue Charles Lindbergh 35150 JANZE à compter du même jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de RENNES.

Pour avis. La Gérance

L237J11916

## DISSOLUTIONS

### CLARET ET FILS

SARL au capital de 106.400 €  
Siège Social : Le Chêne Vert  
35390 SAINT-SULPICE DES LANDES  
RCS RENNES 478 621 709

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 1<sup>er</sup> novembre 2023 a décidé la dissolution anticipée de la société à effet de cette même date, et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur M. Ludovic CLARET demeurant à SAINT-

SULPICE DES LANDES (35390), 42 Le Chêne Vert, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé à SAINT-SULPICE DES LANDES (35390), Le Chêne Vert, lieu où la correspondance devra être envoyée, et les actes et documents concernant la liquidation notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de RENNES, en annexe au RCS.

Pour avis, Le Liquidateur

L237J11321

## STRATÉYS

Avocats et Stratégie d'Entreprise

1C allée Ermengarde d'Anjou  
ZAC Atalante Champeaux  
CS 91124 - 35011 RENNES CEDEX

### GRUPE CARDIOLOGIQUE PATTON

Société Civile Professionnelle de Médecins  
au capital social de 15 400 €  
Siège social : 320 avenue du Général Patton à (35700) RENNES  
RCS RENNES 423 513 258

### AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'un consentement unanime des associés en date du 25 octobre 2023, les associés de la Société ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023.

Ont été nommés comme liquidateurs :  
- Monsieur Christophe PÉPIN, Né le 27 juillet 1962 à MOYON (50) Demeurant 18 clos Sévigné à (35510) CESSON-SEVIGNE

- Monsieur Jean-Michel BAISSSET, Né le 26 février 1962 à NARBONNE (11) Demeurant 3 rue des Coudriers à (35690) ACIGNE

- Monsieur Frédéric VICTOR, Né le 31 décembre 1964 à (49000) ANGERS Demeurant 9 allée des Iles Chausey à (35700) RENNES

- Madame Annaïk BELLOUIN, Née le 07 Janvier 1979 à STRASBOURG (67) Demeurant 19 allée Pierre Proudhon à (35000) RENNES

- Monsieur Pierre BRACQ, Né le 15 septembre 1975 à MELESSE (35) Demeurant 21 rue François Lanno à (35700) RENNES

- Monsieur Renaud GERVAIS, Né le 11 mars 1976 à BREST (29) Demeurant 38 rue MARCAIS MARTIN à (35000) RENNES

- Madame Fanny HOGG, Née le 02 Juin 1982 à THANN (68) Demeurant 4 square François Alexis Rio à (35700) RENNES

- Monsieur Nicolas COQUEREL, Né le 24 novembre 1978 à DOUAI (59) Demeurant 56 rue Adolphe Leray à (35000) RENNES

- Monsieur Olivier MOREAU, Né le 18 janvier 1983 à ANGERS (49) Demeurant 2 Rue Jean Monnet à (35760) SAINT-GREGOIRE

- Madame Fanny BOUDGHENE-STAMBOULI Née le 10 février 1985 à LILLE (59) Demeurant 1 rue le Guen de Kerangal à (35200) RENNES

- Monsieur Christian BOSSEAU, Né le 25 juillet 1986 à CRAIOVA (Roumanie) Demeurant 135 rue d'Antrain, Les Cadets A207 à (35700) RENNES avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 320 avenue du Général Patton à (35700) RENNES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de RENNES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis. Les Liquidateurs

L237J11484

## L.G IMMOBILIERE

Société civile immobilière en liquidation  
Au capital de 1.000 euros  
Siège social et de liquidation : Riniac  
35270 COMBOURG  
480 575 844 RCS SAINT-MALO

Par décisions unanimes des associés du 31/07/2023, il a été décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31/07/2023 minuit et sa mise en liquidation ; Michel LEPORT sis 46, Riniac 35270 COMBOURG a été nommé Liquidateur à compter du 31/07/2023 minuit, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé Riniac 35270 COMBOURG, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Les fonctions de Gérant prennent fin à compter du 31/07/2023 minuit; Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de SAINT-MALO en annexe au RCS. Pour avis. La Gérance.  
L237J11539

### BC CONSEILS

Société à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 2 000 euros  
Siège social : 5 rue de Cézembre  
35131 CHARTRES DE BRETAGNE  
Siège de liquidation : 5 rue de Cézembre  
35131 CHARTRES DE BRETAGNE  
489255521 RCS RENNES

### DISSOLUTION

Aux termes d'une décision en date du 31 mai 2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 mai 2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Bruno COUCOULAS, demeurant 5 rue Cézembre 35131 CHARTRES DE BRETAGNE, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 5 rue de Cézembre 35131 CHARTRES DE BRETAGNE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de RENNES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis. Le Liquidateur

L237J11597

### EFA AGENCEMENT

Société à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 5 000 euros  
Siège social : 6 rue du Clos de Devant  
35850 GEVEZE  
Siège de liquidation :  
6 rue du Clos de Devant  
35850 GEVEZE  
977 499 706 RCS RENNES

### DISSOLUTION

Aux termes d'une décision en date du 13 novembre 2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 13 novembre 2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Erwan DESPRES, demeurant 6 rue du Clos de Devant 35850 GEVEZE, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 6 rue du Clos de Devant 35850 GEVEZE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de RENNES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis. Le Liquidateur

L237J11754

7Jours

Fonctionne en régie publicitaire sur toute la France



## DISSOLUTIONS

### COMPETENCES ET VALEURS

Société à Responsabilité Limitée en liquidation au capital de 1 000 euros  
Siège social : 4 rue Champion de Cicé  
35170 BRUZ

Siège de liquidation :  
4 rue Champion de Cicé - 35170 BRUZ  
850 779 711 RCS RENNES

Aux termes d'une décision en date du 13 novembre 2023, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 13 novembre 2023 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Alain MOURLON, demeurant 4 rue Champion de Cicé 35170 BRUZ, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 4 rue Champion de Cicé 35170 BRUZ. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de RENNES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis. Le Liquidateur

L237J11767

## DISSOLUTION ANTICIPÉE

Dénomination : **ARCADES BOX**.  
Forme : EURL société en liquidation. Capital social : 10000 euros. Siège social : 93 Avenue Henri Fréville, 35200 Rennes. 821216835 RCS de Rennes. Aux termes d'une décision en date du 14/11/2023, l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la société. Monsieur Pierre BERTIN, demeurant 3 Rue du Père Grignon 35000 Rennes a été nommé liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus. Le siège de la liquidation est au siège social, adresse où doit être envoyée la correspondance. Pour avis. La Gérance

L237J11828

## SCI SAINT MARTIN

SCI au capital de 1 524 €  
Siège social : LA BRIANTAIS  
35580 BAULON  
RCS de RENNES n°447 984 162

L'assemblée générale extraordinaire du 31/10/2023 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/10/2023. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. VERMEEREN Herman, demeurant La Briantais, 35580 BAULON et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de RENNES.

L237J11837

## CLÔTURES

### VALYANN IMMOBILIER

Société civile immobilière en liquidation  
Au capital de 1.000 euros  
Siège social : La Villeneuve  
26B, rue de Mi-Forêt - 35340 LIFFRE  
Siège de liquidation : La Villeneuve  
26B, rue de Mi-Forêt - 35340 LIFFRE  
492 090 543 RCS RENNES

Par décisions du 11/09/2023, il a été approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M. Yannick BIZEUL demeurant La Villeneuve - 26B, rue de Mi-Forêt - 35340 LIFFRE et déchargé ce dernier de son mandat ; prononcé la clôture des opérations de liquidation, à compter rétroactivement du 31/05/2023. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de RENNES. Pour avis.

L237J11534

## CLÔTURES

**igam**  
EXPERTISE COMPTABLE

## YCEO

Société par actions simplifiée en liquidation  
Au capital de 1 000 euros  
Siège social : 28 boulevard du Colombier, 35000 RENNES  
Siège de liquidation :  
28 boulevard du Colombier  
35000 RENNES  
901 516 864 RCS RENNES

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 10 octobre 2023 au siège social a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Gwénola MARC, demeurant 20 Square Charles Lindbergh 35310 Bréal-sous-Montfort, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de Rennes, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis  
Le Liquidateur

L237J11632

## DOMO

EURL en cours de liquidation au capital de 100 €  
Siège social et ancien siège de liquidation : 5 Allée Montabizé - 35700 RENNES  
Nouveau siège de liquidation :  
19 avenue des Opales  
44500 LA BAULE-ESCOUBLAC  
804 927 325 RCS RENNES

Par décisions de l'associée unique du 26/10/2023, il a été décidé de fixer le siège de liquidation de la société à compter du 26/10/2023 au 19 avenue des Opales 44500 LA BAULE-ESCOUBLAC et approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au Liquidateur Mme Dorothee MOREL, déchargé ce dernier de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter rétroactivement du 30/04/2023. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du tribunal de commerce de RENNES. Pour avis.

L237J11678

### CABINET VAZEL ET ASSOCIÉS

Société d'Avocat  
167 Route de Lorient  
Parc Monier - Le Cassiopée  
35000 RENNES

## SCI LA GRANGE

Société Civile Immobilière en liquidation au Capital de 45.000 euros  
Siège social : VERN SUR SEICHE (Ille et Vilaine) - La Bauchée  
RCS RENNES 450 606 769

L'assemblée générale réunie le 22/09/2023, a approuvé le compte définitif de liquidation, donné quitus de la gestion et déchargé du mandat le liquidateur, Monsieur Jean-Marc RIMPOT demeurant à GAHARD (35490) - Les Tressardières, et constaté la clôture de la liquidation. Les comptes du liquidateur ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de RENNES.

L237J11731

## SERVICE DE RELECTURE

ATTESTATION DE  
PARUTION  
IMMÉDIATE

L237J11825

ETS STEUNOU  
Société à Responsabilité Limitée en liquidation  
Au capital de 1 000 euros  
Siège social : 26 avenue de la Fontaine  
35230 SAINT-ERBLON  
903 629 236 RCS RENNES

## CLOTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une décision en date du 09/11/2023, l'associé unique a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Simon STEUNOU de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation. Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de RENNES, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre. Pour avis, le Liquidateur.

L237J11746

## SCCV CASALMA

Capital : 20 000 €  
Siège social : 110 bd Clémenceau,  
35000 RENNES  
RCS RENNES : 812 249 233

## AVIS DE LIQUIDATION

Aux termes d'une décision prise lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 13 novembre 2023 de la SCCV CASALMA, les associés ont approuvé le compte définitif de liquidation, donné quitus au liquidateur de la société KEREDES PROMOTION IMMOBILIERE, anciennement dénommée L'HABITATION FAMILIALE, pour sa gestion et constater la clôture de la liquidation de la SCCV CASALMA.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du Tribunal de Commerce de RENNES. Pour avis. Le gérant

L237J11804

### CABINET ALAIN GORRET

NICOLAS MARUELLE  
Espace performance  
Centre Alphas Bat H1  
35760 SAINT-GRÉGOIRE  
02 99 23 03 22

## SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE 3 AJON

Société en liquidation  
Au capital de 109 000 €  
RCS RENNES 481 781 029  
Siège social :  
2, rue de Bellevisée  
35 760 MONTGERMONT

Suivant décision collective des associés en date du 26/10/2023, il résulte que :

Les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont :

- approuvé les comptes de liquidation arrêtés au 23/10/2023 ;

- donné quitus au Liquidateur, Madame CHEVALIER Madeleine, demeurant 2, rue de Bellevisée à MONTGERMONT (35 000) et déchargé ce dernier de son mandat ;

- prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de RENNES.

Mention sera faite au RCS de RENNES.

Pour avis

L237J11818

### LA BRETONNE

Société à responsabilité limitée à associé unique en liquidation au capital de 1 000 euros  
Siège social : 16 rue Le Dantec  
35200 RENNES  
753 212 646 RCS RENNES

Aux termes des décisions de l'associé unique du 31 octobre 2023, L'associé unique, statuant au vu du rapport du Liquidateur a approuvé les comptes de liquidation ; donné quitus au Liquidateur Mr Norbert LOGEAI demeurant 3 Place de l'Eglise 35 520 Melesse et l'a déchargé de son mandat ; prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du tribunal de commerce de Rennes.

L237J11825

## THOMAS DESHAYES ET NICOLAS COBUS

Huissiers de justice associés  
SCP en liquidation  
au capital de 309 776,40 euros  
Siège social et de liquidation :  
18 avenue Jean Jaures  
35400 SAINT-MALO  
343 492 757 RCS SAINT-MALO

## AVIS DE LIQUIDATION

L'assemblée générale du 19 octobre 2023, statuant au vu du rapport du Liquidateur a,

- approuvé les comptes de liquidation ;  
- donné quitus au Liquidateur et déchargé de son mandat ;  
- prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de SAINT-MALO

Mention sera faite au RCS : SAINT-MALO

Pour avis,

L237J11831

## CLÔTURE DE LIQUIDATION

Dénomination : **11 CHATEAUBRIAND**.

Forme : SARL en liquidation. Capital social : 1000 euros. Siège social : 13 BOULEVARD DE LA HOULE, 35800 SAINT BRIAC SUR MER. 849732045 RCS de Saint Malo.

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire du 16.10.2023, les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Monsieur Jean-Sébastien CORNILLET demeurant 13B boulevard de la Houle, 35800 St Briac sur Mer et prononcé la clôture de liquidation de la société à effet au 30.06.2023.

La société sera radiée du RCS du Saint-Malo.

Le liquidateur

L237J11833

## REGIMES MATRIMONIAUX



**GENNOT-CAILLE**  
Notaire

Me Annabelle GENNOT-CAILLE

21, b rue de Paris  
35500 VITRE

Tél. 02 23 55 99 34

[annabelle.gennot-caille@notaires.fr](mailto:annabelle.gennot-caille@notaires.fr)

## AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

M. Didier Maurice Francis Joseph LAZZARI, retraité, né à VITRE (35500), le 24 août 1958 et Mme Marie-Thérèse Jeannine Rosalie BLIN, retraitée, née à VITRE (35500), le 28 janvier 1962, demeurant ensemble à VITRE (35500), lieudit Les Chauffetières, mariés à la Mairie de VITRE (35500), le 21 septembre 1985, sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, ont procédé à un aménagement de leur régime matrimonial par adjonction d'une clause de préciput et apport à la Communauté d'un immeuble par l'épouse. L'acte a été reçu par Me Annabelle GENNOT-CAILLE, le 31 octobre 2023. Les oppositions seront reçues en l'étude du notaire, où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal, par LRAR ou par acte d'huissier de justice. En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial auprès du juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire compétent.

Pour insertion - Le notaire «

L237J11663

## RÉGIMES MATRIMONIAUX

### Maître Karine PANSARD

Notaire

18 Place de l'Église  
35520 LA MEZIERE  
Tél : 02 99 39 00 99

Karine.pansard@notaires.fr



## AVIS DE CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Aux termes d'un acte reçu par Maître Karine PANSARD Notaire à 18, place de l'Église, le 26 octobre 2023, Madame Catherine FAUREZ, née à PARIS (75006) le 4 août 1963 et Madame Marie-Pierre GUYNAMANT, née à GUINGAMP (22200) le 30 novembre 1968, son épouse, demeurant ensemble à LA MEZIERE (35520), 1, allée de l'Arrentis, mariées sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de LA MEZIERE (35520), le 19 avril 2014, ont adopté, pour l'avenir, le régime de la communauté universelle prévu par l'article 1526 du code civil. Les oppositions pourront être adressées, s'il y a lieu, dans les trois mois de la date de parution du présent avis, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier, auprès de Maître Karine PANSARD, notaire à LA MEZIERE, 18 place de l'Église. En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au tribunal judiciaire.

Pour avis et mention.  
Maître Karine PANSARD.

L237J11664



## CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Antoine TRIAU, Notaire Associé de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée (SELARL) « OFFICE NOTARIAL TRIAU », titulaire d'un Office Notarial à SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE (Ille-et-Vilaine), 276, rue de Nantes, CRPCEN 35149, le 14 novembre 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Christophe Clément Joseph Marie RUFFLE, Chef de quai, et Madame Hanane ZAHROU, Mère au foyer, demeurant ensemble à SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE (35136) 2 allée des Pinsons.

Monsieur est né à RENNES (35000) le 19 octobre 1965.  
Madame est née à KENITRA (MAROC) le 19 juillet 1979.

Mariés à la mairie de KENITRA (MAROC) le 12 mai 2010 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.  
Madame est de nationalité française.  
Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion  
Le notaire.

L237J11832

## CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Cécile PINSON-SIBILLOTTE, Notaire associée de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée « Cécile PINSON - SIBILLOTTE & Alban SIBILLOTTE » titulaire d'un office notarial à MORDELLES (Ille et Vilaine), 25 avenue du Maréchal Leclerc, CRPCEN 35209, le

14 novembre 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle (avec clause d'attribution intégrale au dernier vivant) entre : Monsieur Didier Claude GALLIEN-GÉRARD, retraité, et Madame Catherine Jeanne Renée THOUANEL, vendeuse, demeurant ensemble à SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE (35136) 12 rue Martin Luther King. Monsieur est né à RENNES (35000) le 18 janvier 1961, Madame est née à RENNES (35000) le 27 octobre 1964. Mariés à la mairie de SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE (35136) le 26 septembre 1987 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable. Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification. Tous deux de nationalité française. Résidents au sens de la réglementation fiscale. Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Maître Cécile PINSON-SIBILLOTTE, Notaire susnommée. En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au tribunal judiciaire. Pour insertion Le notaire.

L237J11890

## AUTRES ANNONCES

### QUEST ATELIER D'ARCHITECTURE

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 1.000 euros  
Siège social : 2, Rue Saint-Guillaume  
35000 RENNES  
899 289 623 RCS RENNES

Par AGM du 29/09/2023, statuant dans le cadre des dispositions de l'article L. 223-42 du Code de Commerce, il a été décidé de ne pas dissoudre la société. RCS RENNES. Pour avis.

L237J11696

OFFICE NOTARIAL  
DU GUESCLIN  
Notaires - 4 rue du Guesclin  
35000 RENNES  
Tél : 02 99 79 40 77



### AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil  
Article 1378-1 Code de procédure civile  
Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 1<sup>er</sup> janvier 2021,

Monsieur Benoît François Félix Marie JEANSON, en son vivant retraité, demeurant à NOYAL CHATILLON SUR SEICHE (35230) 2 allée des Primevères.  
Né à LABOSSE (60590), le 30 novembre 1953.

Ayant conclu avec Madame Sylvie Eliane Angèle MORGUEN un pacte civil de solidarité sous le régime de la séparation de biens, le 15 mai 2012, enregistré à la mairie de RENNES le 15 mai 2012.

Contrat non modifié depuis lors.  
De nationalité française.  
Résident au sens de la réglementation fiscale.

Décédé à NOYAL-CHATILLON-SUR-SEICHE (35230) (FRANCE), le 3 mai 2023. A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Damien GUÉGUEN, Notaire Associé de la Société par Actions Simplifiée « DU-GUESCLIN NOTAIRES », titulaire d'un Office Notarial à RENNES, 4 rue Du Guesclin, le 19 juin 2023.

Lequel a été suivi d'un Acte de contrôle de la saisine du légataire universel reçu par Maître Damien GUÉGUEN, Notaire Associé de la Société par Actions Simplifiée « DU-GUESCLIN NOTAIRES », titulaire d'un Office Notarial à RENNES, 4 rue Du Guesclin, le 10 novembre 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Damien GUEGUEN, notaire à RENNES 35000, référence CRPCEN : 35001, dans le mois suivant la ré-

ception par le greffe du tribunal judiciaire de RENNES de la copie authentique de l'acte de contrôle de la saisine du légataire universel et de la copie figurée du testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L237J11861



37 Rue du Bignon  
35510 CESSON-SEVIGNE  
02 99 51 34 51

### SARL MANE HUILY

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 10, rue de la Ribottière  
35170 BRUZ  
891 197 626 RCS RENNES

Aux termes d'une délibération en date du 06 septembre 2022, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société. Pour avis. La Gérance

L237J11862

OFFICE NOTARIAL  
DU GUESCLIN  
Notaires - 4 rue du Guesclin  
35000 RENNES  
Tél : 02 99 79 40 77



### AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL DELAI D'OPPOSITION

Article 1007 du Code civil  
Article 1378-1 Code de procédure civile  
Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 2 octobre 2022, Madame Claire FALKENBERG, en son vivant sans profession, demeurant à RENNES (35000), 7 rue Bruté de Rémur. Née à COMPIEGNE (60200), le 16 novembre 1981. Célibataire. Non liée par un pacte civil de solidarité. De nationalité française. Résidente au sens de la réglementation fiscale. Décédée à RENNES (35000) (FRANCE), le 24 août 2023. A consenti un legs universel. Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament contenant contrôle de la saisine du légataire universel, reçu par Maître Damien GUÉGUEN, Notaire Associé de la Société par Actions Simplifiée « DUGUESCLIN NOTAIRES », titulaire d'un Office Notarial à RENNES, 4 rue Du Guesclin, le 15 novembre 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine. Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Damien GUEGUEN, notaire associé à RENNES 35000, référence CRPCEN : 35001, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de RENNES de la copie authentique du procès-verbal d'ouverture du testament contenant contrôle de la saisine du légataire universel et de la copie figurée du testament. En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L237J11885

### CASA OUEST BATIMENT

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 17, rue François René de Chateaubriand 35150 JANZE  
850 356 759 RCS RENNES

### AVIS DE PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL

Aux termes d'une décision en date du 30 septembre 2023, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société. Pour avis. La Gérance

L237J11909

## ADDITIFS

ADDITIF à l'annonce LA CASA parue sous le n°L237J10850 dans l'édition du 21/10/2023. Il fallait ajouter : Par décisions unanimes des associés du 16/10/2023 à effet du même jour, il a été de modifier l'objet social comme suit : Vente de séjours culinaires en France et à l'étranger. L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles, droits ou biens immobiliers. La souscription, l'acquisition et la gestion de tous titres de participations dans des sociétés exerçant une des activités ci-dessus, l'administration, le contrôle et la gestion de ces prises de participation ; Toutes prestations de services au profit des sociétés ou groupements dans lesquels elle détient une participation. Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement. Les statuts ont été modifiés en ce sens. Pour avis, La Gérance

L237J11842

## Gagnez du temps

ABONNEZ-VOUS  
EN LIGNE SUR  
7JOURS.FR

Et recevez la newsletter  
chaque semaine

7 JOURS  
LE COO DE LA BRETAGNE

À chacun sa formule :

6 mois  
magazine + site internet

42€ TTC

1 an  
magazine + site internet

69€ TTC

2 ans  
magazine + site internet

119€ TTC

## Gagnez du temps !

ABONNEZ-VOUS  
EN LIGNE SUR  
7JOURS.FR

Et recevez la newsletter  
chaque semaine







Crédit Photo : Gettyimages. Photographie retouchée. 026787400.

**NOUS CROYONS EN TOUS CEUX  
QUI NOUS NOURRISENT.**



au plus près de chacun

L'octroi d'un crédit professionnel est soumis à l'étude et à l'acceptation de votre dossier par le Prêteur, votre Caisse de Crédit Mutuel de Bretagne.  
Crédit Mutuel ARKEA. S.A. coopérative de crédit à capital variable et de courtage d'assurances - 1 rue Louis Lichou - 29480 Le Relecq-Kerhuon. SIREN 775 577 018  
RCS Brest. Orias 07 025 585. 10/2023. Document publicitaire.

Crédit Mutuel de Bretagne  
est une fédération du groupe  
Crédit Mutuel ARKEA

**Crédit Mutuel  
ARKEA**



 **BANQUE des  
TERRITOIRES**



**Pour une  
ressource en eau  
bien gérée**

Élus locaux, pour faire face aux conséquences du changement climatique, la Banque des Territoires vous apporte des solutions pour vos projets d'alimentation en eau potable, d'assainissement et de prévention des inondations. Du financement d'études pour initier vos projets, des prêts de long terme (jusqu'à 60 ans) pour financer la totalité de vos besoins, contactez-nous!

**L'intérêt général a choisi sa banque**

**banquedesterritoires.fr**

 | @BanqueDesTerr



DÉCOUVREZ NOS  
SOLUTIONS  
**D'INGÉNIEURIE ET  
DE FINANCEMENT**



# DONNER À TERRE, C'EST SAUVER EN MER.

En finançant les équipements des bénévoles,  
vous aidez la SNSM à sauver des vies.

FAITES UN DON SUR [SNSM.ORG](https://www.snsm.org)

